

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

- **FORUM RURAL D'AMSTERDAM**
- **OUTILS EN LIGNE ET RÉALISATIONS**
- **COOPÉRATION TRANSNATIONALE**

QUESTIONS RURALES,
PERSPECTIVES RURALES

- **PREMIER HUB RURAL EN IRLANDE**
- **PARLEMENT RURAL SUÉDOIS**
- **LA « THÉORIE U » AU SERVICE DE LEADER**

À LA UNE...

CORK 2.0

Le Réseau européen de développement rural

Le Réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui met en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres en favorisant l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant l'échange d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a mis en place un Réseau rural national (RRN) qui réunit les organisations et les administrations actives dans le développement rural. À l'échelon de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau de ces RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Plus d'informations sur le *site web du REDR*
(<https://enrd.ec.europa.eu/fr>)

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne***

**Numéro gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques)

Directeur de la publication: Matthias Langemeyer, chef d'unité f.f., direction générale de l'agriculture et du développement rural de la CE.

Rédacteur en chef: Ed Thorpe, chargé de communication, Point de contact du REDR

Texte manuscrit finalisé en novembre 2016. Version originale rédigée en anglais.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet, via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

ISSN 2443-7336 (print)

ISSN 2443-7395 (web)

© Union européenne, 2016

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion des institutions de l'Union européenne.

Le contenu de la publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

Imprimé en Belgique

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER BLANCHI SANS CHLORE (ECF)

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier sur le site internet de la librairie de l'UE –

<http://bookshop.europa.eu> – ou en envoyant une demande à info@enrd.eu

Remerciements

Auteurs: Ed Thorpe; Veneta Paneva; Paul Soto; Myles Stiffler; Meisoon Nasralla; Henk Keizer; Manon Martin; Ave Bremse; Staffan Nilsson; Gráinne Dwyer; Marga de Jong; Mireille Groot Koerkamp; Roxana Vilcu.

Mise en page: Benoit Goossens, Tipik

Photo de couverture © Union européenne

SOMMAIRE

3 ÉDITORIAL

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

ACTUALITÉS DU REDR

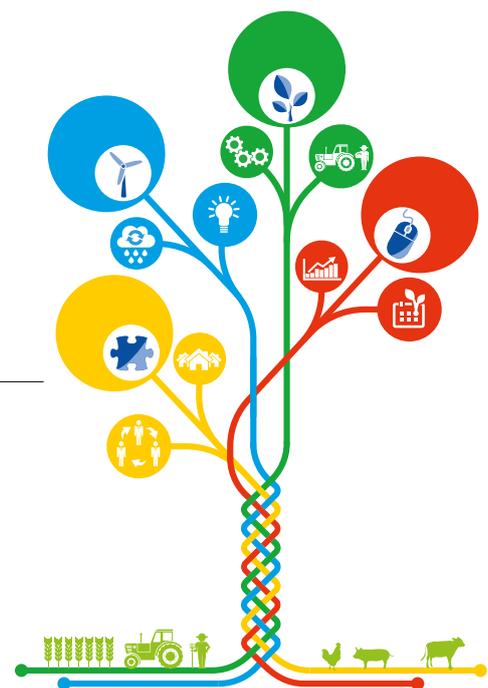
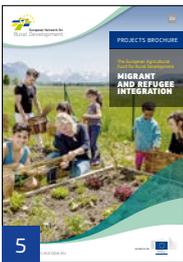
- 4 Réunion des RRN et outils en ligne
- 5 FEADER : projets & pratiques
- 5 Brochure de présentation du REDR en 23 langues!
- 5 Intégrer les migrants et les réfugiés dans les zones rurales d'Europe
- 5 Actualités et événements de l'Europe rurale
- 6 Travail thématique sur des « Zones rurales intelligentes et compétitives »
- 7 LEADER/CLLD
- 8 Groupe de pilotage des réseaux ruraux européens
- 8 Atelier du REDR sur les régions soumises à des contraintes naturelles
- 8 Atelier du REDR sur la Mesure 16 « Coopération »
- 9 Nouvelles du Helpdesk Évaluation

ACTUALITÉS DE L'UE

- 10 Instruments financiers au service du développement rural
- 10 Études de cas sur la gestion foncière
- 11 Plateforme de spécialisation intelligente sur l'agroalimentaire
- 11 Guides et publications de l'UE
- 12 Nouvelles du PEI-AGRI

À LA UNE... CORK 2.0

- 14 Ateliers
- 18 Un processus participatif
- 19 La déclaration de Cork 2.0 2016 dans son intégralité
- 23 Cork 2.0 : perspectives



QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES



- 31** « Common Grounds » :
à la recherche de terrains d'entente en Europe
Henk Keizer et Manon Martin



- 32** Salon de la coopération transnationale en Estonie
Ave Bremse



- 34** Parlement rural suédois
Staffan Nilsson



- 36** The Ludgate Hub – quand la numérisation
devient réalité
Gráinne Dwyer



- 38** La Théorie U au service de LEADER
Marga de Jong et
Mireille Groot Koerkamp



31



32



36

39 LIVRES & PUBLICATIONS



ÉDITORIAL



Le ressortissant britannique et spécialiste du développement rural que je suis n'est vraisemblablement pas près d'oublier l'année 2016. Je repense ainsi très souvent au référendum britannique sur le Brexit. Mais je retiendrai aussi de cette année la grande Conférence européenne sur le développement rural qui a abouti à la nouvelle « **Déclaration de Cork 2.0 : Mieux vivre dans les zones rurales** », une déclaration adoptée exactement vingt ans après la première Déclaration de Cork, qui avait vu la création du pilier « développement rural » de la politique agricole commune.

Dans ce numéro de Rural Connections, nous revenons de manière détaillée sur la Conférence de Cork 2.0, qui s'est tenue les 5 et 6 septembre 2016. Dans « **À la une... Cork 2.0** » (pp. 13-30), nous vous donnons un **aperçu** de l'événement, insistons sur les **principaux messages** qui se sont dégagés des **quatre ateliers** (sur la croissance, l'environnement, l'innovation et la vitalité) et présentons **dans son intégralité la Déclaration** qui en est issue.

Ce magazine dédié aux réseaux ruraux se devait également de revenir sur les **réactions des participants à la conférence de Cork**. Nous consacrons ainsi plus de huit pages aux réflexions de 20 participants, aussi différents qu'un commissaire européen ou des représentants de réseaux ruraux nationaux (RRN), d'organisations d'agriculteurs et d'organisations environnementales et territoriales. Ces pages donnent une excellente idée non seulement du contenu de Cork 2.0, mais aussi des opinions, espoirs et attentes des participants quant à la façon dont la déclaration peut orienter l'avenir de la politique européenne de développement rural.

Notre traditionnelle section « **Questions rurales, perspectives rurales** » (pp. 31-38) jette un autre éclairage sur le développement rural. Dans ce numéro, nous revenons sur un événement organisé en Estonie autour du thème de la **coopération transnationale**. Il y est également question d'un réseau européen en pleine expansion d'**artistes ruraux**, du **Parlement rural** suédois, des possibilités de soutien participatif offertes par l'application de la « **Théorie U** » aux Pays-Bas et du tout premier **hub rural** en Irlande.

Rappelons pour terminer que les premières pages du magazine sont, comme à chaque fois, consacrées à la section « **Actualités et mises à jour** » (pp. 4-12). Nous vous y informons des récentes réunions européennes des RRN, des dernières nouvelles, des résultats thématiques et des outils en ligne du Point de contact du REDR, des actualités et des réalisations des institutions et projets européens. Vous y trouverez également l'actualité du Helpdesk Évaluation et du Point de service PEI-AGRI.

Comme toujours, des opportunités et des défis se profilent à l'horizon, pour nous tous. Il me semble plus que jamais essentiel de dialoguer au-delà de nos différences, de renforcer notre compréhension mutuelle et de voir ce que nous pouvons réaliser grâce à la coopération. Pour citer un des participants à la Conférence de Cork : « Si nous ne coopérons pas pour améliorer les zones rurales d'Europe, nous sommes voués à l'échec; personne ne nous écouterait! »

Ed Thorpe

Chargé de communication, PC du REDR
editor@enrd.eu

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

ACTUALITÉS DU REDR5^e réunion des RRN et Forum rural d'Amsterdam

La 5^e réunion des réseaux ruraux nationaux (RRN) de la période 2014-2020 s'est tenue lors du Forum rural d'Amsterdam, les 11 et 12 mai 2016. Son thème central fut le rôle que les arts et la culture peuvent jouer dans la promotion du développement rural en Europe.

Environ 150 participants – membres de réseaux ruraux, entrepreneurs, décideurs politiques, scientifiques et artistes – ont pris part à plus de 20 ateliers qui leur ont

permis d'échanger connaissances et idées. Des activités ont également été organisées, comme des visites en vélo de projets locaux et des dégustations de lait.

Artistes et créateurs divers ont eu l'occasion de présenter leur travail dans les zones rurales – spectacles de lumière, renforcement communautaire, installations artistiques et enregistrements de témoignages locaux. Un seul-en-scène du metteur en scène Lucas de Man a fait

découvrir le quotidien d'un éleveur de porcs, sur la base de ses entretiens avec des éleveurs, des producteurs d'aliments pour animaux et des banquiers (voir photo).

Les participants ont souligné la réelle capacité des arts et de la culture à rapprocher l'agriculture et la nature, les contextes urbains et ruraux, les producteurs et les consommateurs. L'art et la culture peuvent en effet aider à repenser et à considérer sous un nouvel angle les zones rurales.

L'événement était organisé par le réseau rural national néerlandais avec le soutien du Point de contact du REDR. Il a accueilli une réunion des RRN qui a permis de réfléchir à la façon dont les réseaux peuvent participer à la promotion de ce type d'activités. Diverses idées ont ainsi émergé : échange d'exemples plus inspirants, dialogue avec les décideurs politiques autour des thèmes de la culture et du développement rural et renforcement du potentiel des groupes d'action locale LEADER (GAL) à jouer un rôle actif dans ce domaine.



© Stichting Nieuwe Helden

Outils en ligne pour les RRN

Le Point de contact du REDR met à la disposition des unités de soutien au réseau (USR) une **boîte à outils pour les RRN**, qui contient divers matériaux pour les aider à réaliser les objectifs et les tâches clés des réseaux ruraux en Europe.

Ces matériaux s'appuient en grande partie sur l'expérience acquise à ce jour par les RRN. La recherche peut s'effectuer par thème – « gérer les RRN », « objectifs des RRN » et « tâches des RRN ». La boîte à outils inclut des bonnes pratiques méthodologiques, des produits utiles issus des événements et des articles parus dans des publications du REDR.

L'on y trouve également des **profils de RRN** en ligne, qui présentent des informations clés sur la structure et le fonctionnement des RRN. Ces profils incluent des sections sur les principaux objectifs des RRN, leurs membres, la gouvernance, le budget et les activités de communication et d'auto-évaluation.

6^e Réunion des RRN : de l'identification des besoins à l'action

La 6^e réunion des RRN de la période 2014-2020 a eu lieu les 8 et 9 novembre 2016 à Senec, en Slovaquie. Les représentants de 19 RRN y ont discuté de la façon d'améliorer les échanges mutuels de connaissances et d'informations entre les niveaux national et européen et évoqué les méthodes permettant aux réseaux nationaux et régionaux de se rapprocher des acteurs de terrain.

Les participants ont échangé sur la structure et le rôle des RRN, sur la façon dont l'innovation est encouragée au sein des États membres de l'UE et entre ceux-ci, ainsi que sur les moyens permettant d'assurer un suivi actif de la Déclaration de Cork 2.0.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la section « Travail en réseaux » du site web du REDR.

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

FEADER : projets & pratiques

Consultez la base de données de projets désormais disponible dans la section « Projets & pratiques » du site web du REDR. Vous y découvrirez des pratiques de développement rural des quatre coins de l'Europe qui ne manqueront pas de vous donner des idées!

Cette nouvelle base de données regroupe des projets consultables par État membre, mots clés thématiques et texte libre. Tous ces projets ont été financés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

L'objectif est d'encourager le transfert d'approches qui ont fait leurs preuves et d'inspirer des idées encore meilleures. Vous souhaitez faire découvrir un exemple intéressant de projet du FEADER au reste de l'Europe ? Écrivez-nous à info@enrd.eu.

PROJECTS & PRACTICE

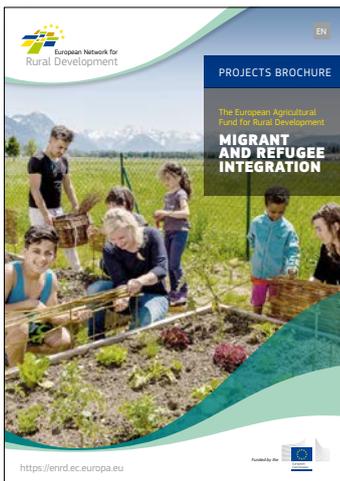
Search Projects: Keywords: Countries:

Green enterprise introduction course in Sweden
Keywords: Education & lifelong learning, Job creation, Migrants, Social inclusion
Countries: Sweden
A cooperative association in Sweden received EAFRD support to offer a tailored course aimed at immigrants, building on their experience of rural life and improving their language skills to increase their prospects of finding work.

'My community - make yourself at home'
Keywords: LEADER, Migrants, Social inclusion
Countries: Germany
The 'Moire Gemoinds - Heimat für alle' ('My Community - make yourself at home') project brought together local stakeholders into inclusion working groups using LEADER support to develop a range of activities promoting migrant integration.

An on-demand rural bus service in rural Wales
Keywords: Rural services, Social inclusion, Social services
Countries: United Kingdom
An on-demand local bus service, 'Bwsabus', tailored to the needs of rural passengers has helped improve accessibility, reduced car dependency and assisted in lifting rural communities out of deprivation.

Promoting land stewardship at Sønderup Stream Valley
Keywords: Animal husbandry, Environmental protection, Nature conservation, Protected areas
Countries: Denmark



Intégrer les migrants et les réfugiés dans les zones rurales d'Europe

Lisez la dernière brochure de projets FEADER sur « L'intégration des migrants et des réfugiés » dans l'Europe rurale. Et diffusez-la!

Cette publication examine comment des habitants et des communautés des zones rurales ont utilisé les fonds du FEADER pour relever efficacement les défis et exploiter les opportunités liés à l'afflux récent de migrants et de réfugiés dans l'Union européenne.

Cette brochure s'inscrit dans le cadre du travail thématique plus général du Point de contact

du REDR sur l'inclusion sociale. Vous pouvez la télécharger dans la section « Publications » du site web du REDR.

POUR EN SAVOIR PLUS

Consultez également la section « Travail thématique du REDR » du site web du REDR.

Brochure de présentation du REDR en 23 langues!

Lisez la brochure de présentation du REDR dans votre langue et partagez-la avec les acteurs du développement rural de votre pays.

Cette brochure de 16 pages présente brièvement le contexte de la politique de développement rural de l'UE et ses objectifs, et explique ensuite comment les activités de mise en réseau dans le cadre du REDR peuvent contribuer à maximiser les résultats sur le terrain.

La brochure peut à présent être téléchargée dans 23 langues européennes sur la page « En bref » du site web du REDR. Vous pouvez également en commander plusieurs exemplaires papier pour les distribuer à vos contacts et parties prenantes. Contactez : publication@enrd.eu.



Actualités et événements de l'Europe rurale

Restez informé des dernières actualités et des événements les plus récents dans le domaine de l'agriculture et du développement rural en Europe grâce aux outils améliorés disponibles sur le site web du REDR.

Vous pouvez désormais rechercher les prochains événements nationaux, européens et internationaux et consulter les dernières actualités des réseaux ruraux, des institutions européennes et des organisations de parties prenantes.

Pour partager vos actualités et événements avec le reste de l'Europe, écrivez-nous à editor@enrd.eu.

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

Travail thématique sur des « Zones rurales intelligentes et compétitives »

Le groupe thématique (GT) du REDR « Zones rurales intelligentes et compétitives » a abouti à une série de réalisations très intéressantes, en particulier sur le sous-thème prioritaire des chaînes d'approvisionnement en aliments et boissons.

Le GT, composé de représentants de divers groupes de parties prenantes, s'est réuni à trois reprises depuis son lancement, en novembre 2015. Il a décidé de se concentrer sur le sous-thème des chaînes d'approvisionnement. Les principales publications et autres réalisations de ce travail sont présentées ci-dessous.

BROCHURE DES PROJETS DU FEADER

Une brochure de projets FEADER sur le thème des « Zones rurales intelligentes et compétitives » présente des exemples de méthodes

et d'approches utilisées un peu partout en Europe afin d'améliorer les résultats dans les domaines suivants :

- Haut-débit dans les zones rurales;
- Accès numérique au marché;
- Modernisation des exploitations agricoles;
- Développement du marché;
- Diversification rurale;
- Communautés durables.

La brochure donne un aperçu des nombreuses façons dont les fonds du programme de développement rural

(PDR) peuvent être utilisés pour soutenir les régions rurales afin d'en faire des lieux intelligents et compétitifs où vivre et travailler.

**REVUE RURALE DE L'UE N° 22 : « DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT INTELLIGENTES ET COMPÉTITIVES POUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LES BOISSONS »**

Le numéro 22 de la Revue rurale de l'UE s'intéresse aux possibilités d'améliorer la compétitivité des producteurs

primaires en les intégrant mieux à la chaîne d'approvisionnement agro-alimentaire.

Il donne un aperçu de la façon d'améliorer la valeur ajoutée des chaînes d'approvisionnement et explore les opportunités de marché actuelles en termes d'extension des marchés ruraux, d'accès aux marchés urbains et de marché des aliments publics.

Le numéro met en avant l'importance de stratégies de soutien à des chaînes d'approvisionnement plus intelligentes, sur la base de liens efficaces avec la recherche et les PDR.

**AUTRES PRODUITS THÉMATIQUES**

D'autres produits thématiques sont issus du travail du groupe ou visent à le soutenir : un document de travail, une fiche sur les « chaînes d'approvisionnement agro-alimentaire intelligentes » et quatre études de cas issues des programmes de développement rural d'Estonie, d'Irlande, d'Écosse (R.-U.) et du Pays basque (Espagne).

**SÉMINAIRE DU REDR**

Le séminaire du REDR « Des zones rurales intelligentes et compétitives » a réuni quelque 70 acteurs du développement rural à Bruxelles, le 26 mai 2016.

L'événement avait pour objectif d'identifier et de hiérarchiser des actions PDR de développement rural spécifiques afin d'aider les exploitations agricoles et les entreprises rurales à accéder aux marchés émergents. Les discussions ont principalement porté sur la coopération et les investissements qui améliorent la compétitivité des produits et des services ruraux durables.

UNE NOUVELLE PRIORITÉ POUR LES ENTREPRISES RURALES

En 2016-2017, le travail thématique du REDR se concentre sur des « Entreprises rurales intelligentes et compétitives ». La première réunion de ce groupe thématique dédié a eu lieu en octobre 2016. Le groupe a d'ores et déjà décidé de se concentrer sur les sous-thèmes suivants : « Idées inédites et nouvelles tendances pour les entreprises rurales »; « Soutien aux entreprises intelligentes »; et « Numérisation et TIC ».

POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez les pages du site web du REDR consacrées au « Travail thématique du REDR » ou contactez-nous à l'adresse : smart-competitive@enrd.eu.

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

Travail thématique sur « L'écologisation de l'économie rurale »

Le groupe thématique (GT) du REDR « Écologisation de l'économie rurale » s'est concentré en 2015-2016 sur la « Transition vers l'économie verte » – les produits et résultats de ces travaux sont en cours de finalisation. Pour la période 2016-2017, le GT se concentre sur la question de l'« Efficacité des ressources ».

Tenez-vous informé en visitant les pages « Travail thématique du REDR » du site web du REDR ou écrivez-nous à green-economy@enrd.eu. Nous continuerons à vous informer sur ces travaux dans le prochain numéro de Rural Connections!

LEADER/CLLD

OUTILS & ORIENTATIONS

Le Point de contact du REDR s'emploie en permanence à développer du matériel et des outils utiles pour aider les autorités de gestion (AG) et les groupes d'action locale (GAL) à mettre plus efficacement en œuvre LEADER/CLLD. Les réalisations récentes incluent :

- un guide pour les nouveaux GAL expliquant comment concevoir et mettre en œuvre une **stratégie de développement local** (SDL) efficace;
- des orientations pratiques sur l'utilisation des **options de coûts simplifiés** (OCS) dans le cadre de LEADER/CLLD;
- un recueil de fiches donnant un aperçu des règles et des procédures nationales et régionales régissant la **coopération LEADER/CLLD**;
- une série de Questions fréquemment posées (FAQ) sur la **mise en œuvre et la coopération LEADER/CLLD**.

Également, de nouveaux outils seront prochainement mis en ligne pour faciliter la communication entre les GAL et d'autres groupes LEADER :

- Une **base de données des GAL** avec les coordonnées des GAL nouvellement approuvés un peu partout en Europe;
- Une page web de **recherche de partenaires** incluant des projets de coopération LEADER. L'idée est d'en faire rapidement un outil de recherche interactif.

ÉVÉNEMENTS DE COOPÉRATION

Tout au long de 2016, divers événements se sont intéressés à la coopération transnationale (CTN) LEADER, et en particulier à sa planification et sa mise en œuvre au cours de la période 2014-2020 :

- Atelier du REDR sur la coopération LEADER (juin 2016);
- Salon de la CTN LEADER en Estonie (août 2016);
- Événement LINC 2016 en Hongrie (septembre 2016).

Plusieurs messages clés sont à retenir de ces événements : la nécessité de mieux harmoniser les règles et de simplifier les procédures, mais aussi l'importance de mieux communiquer sur les lignes directrices et les partenaires de projets potentiels.

SOLUTIONS MENÉES PAR LES PRATICIENS

Désireux de répondre à la demande générale, le Point de contact du REDR soutient désormais un groupe de travail mené par les praticiens sur la CTN dans le cadre de LEADER.

Ce groupe s'emploiera à identifier les possibilités pratiques d'harmoniser les règles et procédures de la CTN, mais aussi à renforcer les capacités des acteurs concernés. Pour en savoir plus, contactez : leader-clld@enrd.eu.



© LINC 2016

POUR EN SAVOIR PLUS

Tous les outils sont disponibles dans la section LEADER/CLLD du site web du REDR : http://enrd.ec.europa.eu/leader-clld_fr

Visitez également la page consacrée à la coopération LEADER, http://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/cooperation_fr pour télécharger le « Guide de mise en œuvre des activités de coopération LEADER dans les programmes de développement rural 2014 2020 ». Ce guide est disponible dans toutes les langues officielles de l'UE.

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

Groupe de pilotage des réseaux ruraux européens

Le groupe de pilotage du REDR et le réseau PEI-AGRI se sont réunis une première fois en juin 2016 et ensuite en octobre 2016.

La réunion du mois de juin a permis de mettre en avant des suggestions et des priorités pour les actuels groupes de travail thématique du REDR et a souligné la pertinence de mener des

activités supplémentaires sur le thème de l'inclusion sociale dans les zones rurales. Elle a également permis de dégager des propositions pour renforcer les activités de développement des capacités des réseaux ruraux européens ainsi que le cadre d'auto-évaluation.

Lors de la réunion d'octobre, les participants ont examiné comment

les activités européennes de mise en réseau pouvaient exploiter au mieux les résultats de la Conférence de Cork 2.0 et de sa déclaration (voir pp. 13-30). Ils ont également discuté du contenu de la déclaration et se sont demandé comment la mettre en œuvre dans le cadre de leurs propres activités et de celles des réseaux ruraux européens.



© ENRD CP, 2016

Atelier du REDR sur les régions soumises à des contraintes naturelles

Un atelier du REDR a réuni environ 80 autorités de gestion et organismes payeurs au niveau national et régional, ainsi que des responsables de la DG AGRI afin d'examiner l'appellation « Régions soumises à des contraintes naturelles ou autres contraintes spécifiques » (ANC) par des autorités du programme de développement rural.

L'événement a permis d'explorer différentes approches pour l'élaboration, l'approbation et la mise en œuvre du nouveau système ANC, en se concentrant en particulier sur les techniques d'utilisation des critères biophysiques et l'ajustement, ainsi que sur les régimes de paiement.

L'atelier, qui a eu lieu à Bruxelles le 18 octobre 2016, a été organisé conjointement par la DG AGRI et le Point de contact du REDR, en collaboration avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne.

Atelier du REDR sur la Mesure 16 « Coopération »

En juin 2016, un atelier du REDR a examiné l'éventail d'opportunités offertes aux acteurs du développement rural au titre de la Mesure 16 « Coopération » (M16) des programmes de développement rural, notamment dans des domaines comme : la durabilité et le changement climatique; la compétitivité; les chaînes d'approvisionnement alimentaire; et l'inclusion sociale.

L'événement, qui a réuni des autorités de gestion et organismes payeurs au niveau régional et national, ainsi que des responsables de la DG AGRI, s'est spécifiquement penché sur les aspects juridiques des projets de coopération, la question des aides publiques et quelques-unes des difficultés que rencontrent les autorités en charge de la programmation dans la mise en œuvre de la M16.

L'atelier a également été l'occasion de présenter quelques-unes des premières expériences issues de la mise en œuvre de cette mesure durant la période 2014-2020, expériences qui ont servi à documenter l'analyse des questions émergentes.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Les produits et les présentations en rapport avec les différents événements peuvent être consultés dans la section « Événements passés » du site web du REDR.

Pour en savoir plus sur les ateliers passés et futurs du REDR, vous pouvez également nous écrire à rdp@enrd.eu.

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

NOUVELLES DU HELPDESK ÉVALUATION

EUROPEAN
EVALUATION
HELPDESK
FOR RURAL DEVELOPMENT



EvaluationWORKS! Résultats de 2015 et perspectives pour 2016

EvaluationWORKS! est l'événement annuel de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural. Organisé **dans chaque État membre** de l'UE, il entend fournir une plateforme pour le renforcement des capacités d'évaluation des acteurs de l'évaluation du développement rural.

EvaluationWORKS! offre aux États membres et aux acteurs de l'évaluation l'occasion de participer activement à l'ensemble du processus, en **s'appropriant totalement les réalisations**. C'est la raison pour laquelle ces événements **sont organisés dans des endroits faciles d'accès et dans la langue locale**.

Entre octobre 2015 et juin 2016, 29 formations ont été organisées dans 28 États membres.

- **Au total, 750 participants ont suivi** ces formations.
- Les participants étaient surtout issus des autorités de gestion et des groupes d'action locale (GAL).

Les participants aux événements de renforcement des capacités ont mis en avant :

- une amélioration du savoir-faire en ce qui concerne les méthodes et les pratiques d'évaluation;
- la grande variété des acteurs de l'évaluation présents;
- l'échange et le transfert d'expériences entre les acteurs.

EvaluationWORKS! 2016

Les formations de 2016 sont proposées sous forme de modules multiples de façon à pouvoir être adaptées aux besoins de chaque État membre.

Modules actuels :

Module 1 – Se préparer au reporting sur l'évaluation dans les rapports annuels sur la mise en œuvre (RAMO) soumis en 2017

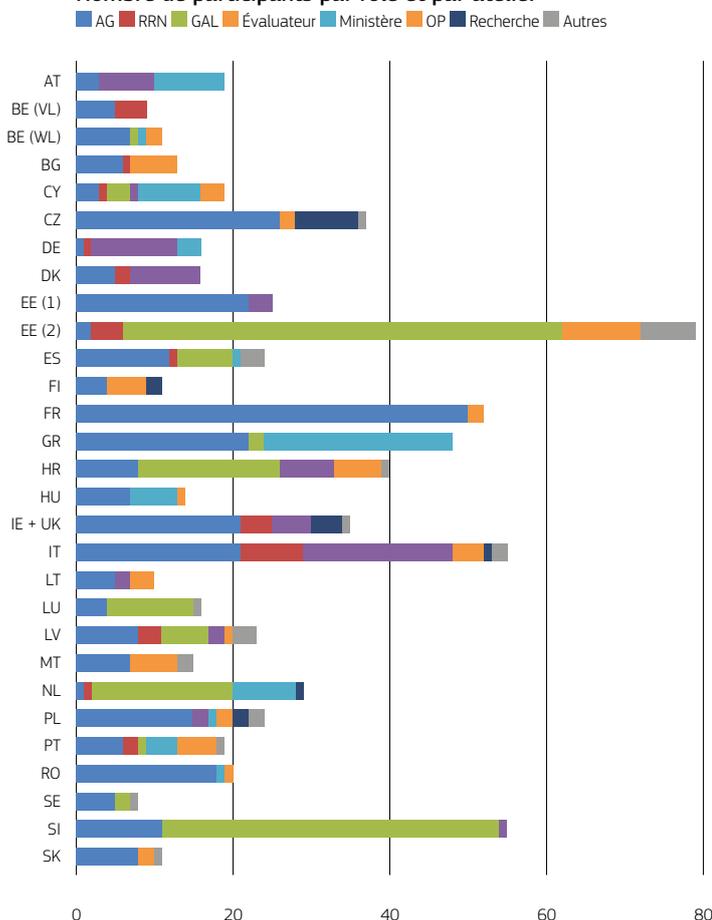
- Sous-module 1.1 – Évaluation et reporting dans le RAMO soumis en 2017 – comment comprendre et mener à bien cette tâche
- Sous-module 1.2 – Défis spécifiques à l'évaluation et au reporting dans le RAMO soumis en 2017

Module 2 – Évaluation de LEADER/CLLD

- Sous-module 2.1 – Évaluation LEADER/CLLD au niveau des PDR
- Sous-module 2.2 – Évaluation LEADER/CLLD au niveau local

Les événements de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation continueront à établir des **liens directs avec les acteurs de l'évaluation du développement rural**. Le soutien se poursuivra pour **remédier au déficit de connaissances** des acteurs de l'évaluation dans des domaines comme les RAMO, l'évaluation de LEADER/CLLD, la base de données des opérations, la coordination des acteurs, et l'échange de bonnes pratiques entre États membres.

Nombre de participants par rôle et par atelier



POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la section « Évaluation » du site web du REDR : http://enrd.ec.europa.eu/evaluation_fr. Vous y trouverez :

- les activités de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation;
- le numéro 2 (décembre 2015, p. 12) et le numéro 4 de la newsletter Rural Evaluation (août 2016, pp. 6-7).

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

ACTUALITÉS DE L'UE

Instruments financiers au service du développement rural

La plateforme de services de conseil fi-compass propose un large éventail de ressources utiles pour faciliter la mise en œuvre des instruments financiers (IF) dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.

- Un nouveau manuel fournit des conseils méthodologiques et des exemples sur la façon de réaliser, étape par étape, **l'évaluation ex-ante des IF dans le domaine de l'agriculture**;
- Un guide d'orientation de la Commission européenne passe en revue la **sélection des organismes**

chargés de la mise en œuvre des IF utilisant les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI), et formule des recommandations à ce sujet;

- Une série de ressources audiovisuelles et de présentations mettant en avant des expériences pratiques en matière de **conception et de mise en œuvre des IF** ont été rendues publiques lors de séminaires et conférences dédiés organisés à Madrid (31 mai), Rome (13 juin), Varsovie (24 octobre) et Bruxelles (25 novembre).



© fi-compass

 POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez www.fi-compass.eu pour trouver :

- le « Manuel méthodologique pour la mise en œuvre d'une évaluation ex-ante des instruments financiers dans le domaine de l'agriculture au titre du FEADER »;
- les orientations réglementaires de la CE : « Guide d'orientation à l'intention des États membres relatif à la sélection des organismes chargés de la mise en œuvre des instruments financiers »;
- des ressources sur les événements Fi-compass.

Consultez également le rapport de la Cour des comptes européenne sur les enseignements à tirer de la mise en œuvre des IF au cours de la période 2007-2013 : <http://eca-publications.eu/special-reports/financial-instruments-19-2016/>.

Études de cas sur la gestion foncière

Le projet européen « Pegasus » a publié 34 études de cas de dix États membres de l'UE sur la fourniture de biens publics et de services écosystémiques en rapport avec les activités agricoles et forestières.

« Pegasus » explore des approches innovantes de gestion foncière, ainsi que les défis politiques et pratiques en la matière dans différents contextes. À terme, le projet utilisera les études de cas pour identifier les caractéristiques des approches territoriales et de chaîne d'approvisionnement les plus efficaces.

Financé par le programme Horizon 2020 de la Commission européenne, ce projet réunit un large éventail de parties prenantes, des praticiens aux chercheurs.



TRANSFORMER LES
APPROCHES EN
MATIÈRE DE GESTION
DES ZONES RURALES



© Pegasus

 POUR EN SAVOIR PLUS

<http://pegasus.ieep.eu>

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

Un financement pour le
Parlement rural européen
2017

Le Parlement rural européen (PRE) a reçu une enveloppe de 150 000 euros du programme « L'Europe pour les citoyens ». Ce financement doit l'aider dans ses efforts visant à « Renforcer la participation des citoyens des zones rurales en Europe » (*Strengthen Participation Among Rural People in Europe*, SPARCE).

Le programme d'action du PRE s'articulera autour de six thèmes clés du Manifeste rural européen :

- Action commune en soutien aux services ruraux ;
- Une vie agréable pour les jeunes à la campagne ;
- Accueil des migrants et des réfugiés dans les zones rurales ;
- Participation garantie des citoyens socialement exclus et réponse à leurs besoins ;
- Renforcement des économies rurales ;
- Développement rural intégré.

 POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europeanruralparliament.com>

Plateforme de
spécialisation intelligente
sur l'agroalimentaire

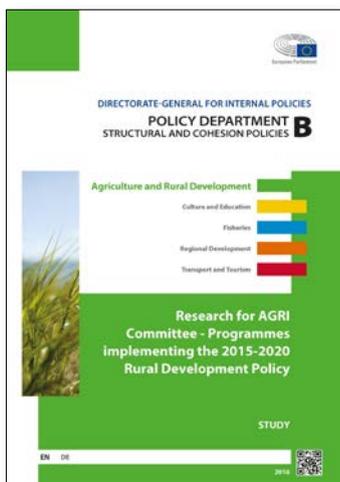
Une nouvelle plateforme lancée par la Commission européenne vise à accélérer le développement de projets d'investissement conjoints dans le domaine agroalimentaire. La Plateforme de spécialisation intelligente vise à contribuer à générer des possibilités d'investissement dans les priorités agroalimentaires définies par les gouvernements régionaux et nationaux, à améliorer la compétitivité et la durabilité de la chaîne européenne d'approvisionnement alimentaire, à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et à mieux canaliser les fonds de l'UE.

Pour réaliser ces objectifs clés, la Plateforme encouragera et soutiendra la coopération interrégionale dans des domaines comme l'agriculture et les TIC; l'eau; l'agriculture à faible impact; l'alimentation et la santé; ainsi que sur des thèmes proposés par les États membres et les régions eux-mêmes.

 POUR EN SAVOIR PLUS

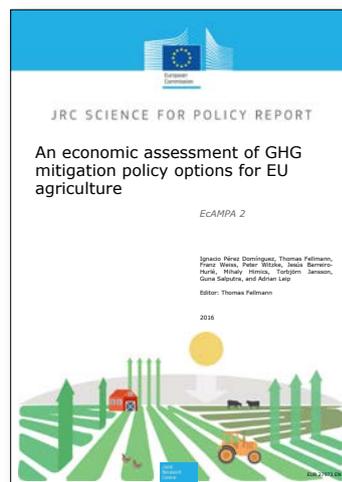
<http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/agri-food>

Guides et publications de l'UE



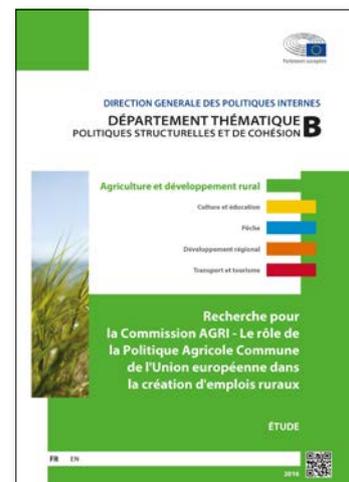
Cette étude examine les choix opérés par les États membres et les régions de l'UE lors de la conception de leurs programmes de développement rural (PDR) 2014-2020 en termes de planification des dépenses, de cofinancement national ou régional et de financement complémentaire.

ISBN 978-92-823-9302-4



Cette étude fournit un aperçu des émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture dans l'UE et examine dans quelle mesure les solutions d'atténuation technologiques pourraient être appliquées par les agriculteurs européens et à quel prix.

ISBN 978-92-79-59362-8

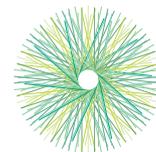


Cette étude analyse le rôle de la PAC dans la création d'emplois ruraux, en mettant en avant l'impact positif de la politique de développement rural. Elle conclut que, dans l'ensemble, la PAC contribue à la préservation et au développement des économies rurales.

ISBN 978-92-823-9128-0

ACTUALITÉS & MISES À JOUR

NOUVELLES DU PEI-AGRI

eip-agri
AGRICULTURE & INNOVATION

Les groupes opérationnels du PEI-AGRI ont été lancés!

Plus de 100 groupes opérationnels (GO) avaient déjà été lancés un peu partout en Europe en avril 2016 et leur nombre continue d'augmenter. **Les GO ont été créés pour catalyser l'innovation dans le secteur de l'agriculture et la de foresterie**, financés par les programmes nationaux et régionaux de développement rural.

Ces groupes opérationnels réunissent des agriculteurs, des conseillers, des scientifiques et d'autres acteurs qui s'emploient à trouver des solutions innovantes aux problèmes auxquels doivent faire face les agriculteurs et les sylviculteurs. Chaque GO exploite au maximum les connaissances de ses partenaires de projets, issus de divers contextes et possédant chacun une expertise spécifique, l'objectif étant de répondre aux besoins réels des agriculteurs et des sylviculteurs.



© Ludger Limmemann

Le Groupe opérationnel « ENU-Wheat » a pour objectif de développer une chaîne de valeur du blé durable et respectueuse de l'environnement à Hesse, en Allemagne.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plus de 3200 GO devraient être mis en place au titre des programmes de développement rural (2014-2020) dans 94 pays et régions de l'UE.

BOÎTE À OUTILS DES GROUPES OPÉRATIONNELS

Pour vous aider à vous y retrouver alors que vous mettez en place un groupe opérationnel, le PEI-AGRI a créé une section spécifique sur son site web, avec des **informations sur les nombreuses étapes clés de la vie d'un projet de GO**. À mesure que les informations sur les actuels projets de GO seront disponibles, vous pourrez en savoir plus sur ces projets et trouver des liens vers tout leur matériel de soutien.

Pour créer un groupe opérationnel efficace, il faut une idée innovante, les bons partenaires, un solide projet et une bonne

méthode de communication des résultats. La **nouvelle brochure du PEI-AGRI sur les groupes opérationnels** vous tient informé, vous communique le soutien disponible et présente des exemples de projets de GO qui ont déjà été lancés.

PREMIÈRES EXPÉRIENCES

En avril 2016, le Point de service du PEI-AGRI a organisé un **atelier PEI-AGRI intitulé « Groupes opérationnels : premières expériences »**. L'atelier, qui a eu lieu à Legnaro, en Italie, a réuni des représentants

de 11 GO d'Europe, avec notamment des GO sur: « De nouvelles approches de lutte contre les nuisibles » (Autriche); « Les patates douces, une céréale alternative » (France); et « La préservation des anciennes races d'animaux domestiques » (Allemagne).

Le Point de service a publié une brochure avec de brèves descriptions de chaque GO participant. Il a également produit une **vidéo des premières expériences des GO**. Ce matériel peut être téléchargé de la boîte à outils des groupes opérationnels sur le site web du PEI-AGRI.

POUR EN SAVOIR PLUS

Boîte à outils des groupes opérationnels PEI-AGRI

Visitez le site web du PEI-AGRI pour trouver des ressources en ligne sur tout ce que vous devez savoir pour promouvoir, créer et gérer des groupes opérationnels, ainsi que diffuser leurs résultats :

<http://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/my-eip-agri/operational-groups>

Parmi les ressources disponibles :

- Faits, chiffres et graphiques intéressants;
- Informations sur les principes de base des groupes opérationnels;
- Brochure sur les « Groupes opérationnels – mise à jour 2016 »;
- Liste des groupes opérationnels existants;
- Vidéo « Groupes opérationnels - Premières expériences ».

À LA UNE... CORK 2.0

À u début du mois de septembre, plus de 300 acteurs du développement rural se sont réunis à Cork, en Irlande, pour une grande Conférence européenne sur le développement rural.

L'événement a rassemblé des agriculteurs et des sylviculteurs, des défenseurs de l'environnement, des Autorités de gestion des PDR, des ONG, des chefs d'entreprise, des Groupes d'action locale, des conseillers, des réseaux ruraux nationaux, des membres du Parlement européen, des auditeurs et des représentants de la Commission européenne.

Organisé exactement 20 ans après la conférence européenne historique qui a abouti à la signature de la « déclaration de Cork sur le développement rural » en 1996, cet événement a rapidement été baptisé « Cork 2.0 ».

1996 → 2016

Le monde a sans conteste profondément changé depuis 1996. Ces changements ne se limitent pas à la révolution de l'internet, à l'avènement des nouvelles technologies et à la mondialisation, ils incluent également les changements socioéconomiques liés à un marché de l'emploi en mutation, au changement démographique et à la crise financière et des réfugiés.

Et enfin, ne l'oublions pas, nous sommes aussi passés d'une UE à 15 États membres à une Union à 28 États membres, suite à la politique d'élargissement de l'Union qui a vu l'adhésion de nombreux pays d'Europe centrale et orientale.

Cork 2.0 avait pour objectif de permettre une réflexion sur ce monde qui a beaucoup changé et d'associer les acteurs du développement rural au débat sur les défis et les opportunités spécifiques aux zones rurales d'Europe et surtout, d'identifier comment y répondre au mieux.

La conférence a réalisé son objectif premier : **une nouvelle déclaration de Cork « Une vie meilleure dans les zones rurales » jetant les bases d'une nouvelle ère.**



À PROPOS DE L'ÉVÈNEMENT

Titre

Cork 2.0 : Conférence européenne sur le développement rural

Date

5-6 septembre 2016

Lieu

Cork, Irlande

Organisateurs

Commission européenne, direction générale de l'agriculture et du développement rural dirigée par le commissaire Phil Hogan

Participants

340 acteurs du développement rural

Principaux objectifs

Définir ensemble une nouvelle déclaration de Cork qui reflète l'évolution des défis et opportunités pour la politique de développement rural en Europe depuis la déclaration initiale de 1996.



“ Nous nous sommes rendus à Cork pour mener des discussions approfondies en vue d'aboutir à la rédaction d'une nouvelle déclaration de Cork digne de la déclaration initiale. L'idée était également d'offrir à la communauté des acteurs locaux l'occasion d'identifier des points communs, et de parvenir ainsi à une voix commune pour se faire entendre au moment où se prennent des décisions politiques qui ont un impact sur la vie des centaines de millions de citoyens de l'Europe rurale. ”

Phil Hogan,
Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural

À LA UNE... CORK 2.0

Atelier 1

Emplois, Croissance & Investissement

MESSAGES CLÉS

Renforcer la confiance et améliorer la communication entre les acteurs ruraux. « Opérer un décloisonnement » entre les agriculteurs, les sylviculteurs, les défenseurs de l'environnement et les consommateurs qui doivent tous être associés à la définition des objectifs souhaitables et réalisables et des approches à mettre en œuvre à cette fin.

Encourager **les réseaux locaux productifs et renforcer les chaînes de valeur rurales** influencées par les préférences des consommateurs (par ex. des produits alimentaires sains) et assurant aux producteurs primaires une part plus équitable.

Promouvoir la numérisation, l'accès aux technologies et en particulier au haut-débit, afin d'aider les exploitations agricoles, les entreprises agricoles et les PME à créer et préserver l'emploi dans les zones rurales.

Mieux intégrer la politique de développement rural à d'autres politiques qui ont un impact sur la prospérité et l'emploi dans les zones rurales.

« **Préparer le terrain** » pour le **renouvellement des générations** en utilisant les technologies, en améliorant le soutien en conseil et le transfert de connaissances par des conseillers et en mettant des terres à la disposition des jeunes.



THÈMES DE DISCUSSION CHOISIS

Chaînes de valeur intégrées
Une nouvelle approche de la qualité **Redéfinir l'agriculture et les zones rurales** Vers une **agriculture numérique** Les réseaux locaux et les liens rural-urbain **Bio-économie, sous-produits & déchets**

RÉFLEXIONS AU SEIN DE L'ATELIER

Les producteurs doivent fournir des produits sûrs, traçables et de **qualité** qui sont demandés par la société, mais il y a également lieu de **raccourcir la chaîne d'information** pour que les consommateurs sachent ce qu'ils achètent.

La bio-économie, les sous-produits, les déchets, les terres inutilisées et l'agrotourisme des zones rurales offrent de réelles **possibilités qu'il convient d'exploiter**.

Nous devons repenser comment associer croissance économique, **fourniture de biens publics et réponse aux défis sociétaux**.

Montrer que les **zones rurales** « vivent » et qu'elles offrent des opportunités et **un avenir à tous**.

Cesser de penser d'abord en termes de « coûts » mais plutôt à la **valeur des investissements dans les zones rurales**.

Mieux intégrer les politiques rurales et agricoles dans le cadre stratégique.

FACILITATEURS :

David Lamb,
Point de contact du REDR
Dirk Stockmans,
Commission européenne

RAPPORTEUR :

Alan Jagoe, CEJA

Atelier 2

Environnement rural, Climat & Eau

MESSAGES CLÉS

Garantir la **cohérence entre les politiques** qui ont un impact sur l'environnement dans les zones rurales qui doivent être à plus **long terme, plus simples et mieux équilibrées** en termes de contrôles et de sanctions.

Encourager des **approches plus territoriales, centrées sur les personnes et menées au niveau local** qui reposent sur des données probantes et une solide analyse du contexte local – en gardant toujours à l'esprit l'utilisateur final.

Reconnaître les multiples fonctions des terres dans la mise à disposition et la fourniture de biens publics environnementaux et associer les parties prenantes à des **approches incitatives innovantes de gestion environnementale des terres**.

Mieux **exploiter la dimension économique de l'environnement dans l'agriculture et dans les zones rurales**, par ex. les gains d'efficacité et l'exploitation de la valeur environnementale par les marchés.

Sensibiliser davantage les consommateurs à la **valeur environnementale** et les rendre plus enclins à « rétribuer » les producteurs pour cette valeur.



THÈMES TRANSVERSAUX IDENTIFIÉS

Atténuation du changement climatique Adaptation au changement climatique **Qualité de l'air** **Séquestration du carbone + gestion foncière** Biodiversité **Disponibilité et qualité de l'eau** **Efficacité des ressources** Paysage et patrimoine culturel **Fonctions de protection** **Produits alimentaires sains** Énergies renouvelables **Économie en cascade/circulaire** **Exploitation de la valeur environnementale par les marchés** Génération d'emplois **Connaissances, éducation, communication**

RÉFLEXIONS AU SEIN DE L'ATELIER

Reconnaître et **améliorer la contribution des zones rurales à l'environnement** – par ex. gestion durable des ressources naturelles, réduction des émissions et séquestration du carbone.

Renforcer l'échange d'informations et la coopération autour d'approches plus ambitieuses, entre autres les services de conseil entre pairs, la combinaison de conseils et d'informations dans le domaine économique et environnemental pour les consommateurs.

De nombreuses questions environnementales sont à la fois des obstacles et des moteurs du développement rural. C'est par exemple le cas des liens entre l'environnement et l'économie et de l'impact du changement climatique.

Surmonter la méfiance : entre les acteurs – afin de rapprocher la lutte contre le changement climatique et l'agriculture – et entre les institutions et les bénéficiaires – car la méfiance peut entraîner une prise de décisions frileuse.



FACILITATEURS :

Zelie Peppiette,
Commission européenne
Maciej Krzysztofowicz,
Commission européenne

RAPPORTEUR :

Kaley Hart, IEEP

Atelier 3

Innovation



MESSAGES CLÉS

Mettre **l'innovation au cœur de la réforme de la PAC** et du système dans son ensemble – par exemple en veillant à ce que d'autres politiques et aides à la production encouragent l'innovation au lieu d'avoir sur celle-ci un effet dissuasif.

Mettre en place une infrastructure qui encourage **une approche de recherche et d'innovation plus stratégique** – du niveau de l'UE vers le niveau régional – au lieu de limiter l'innovation au niveau des projets.

Trouver un meilleur équilibre entre le besoin à long terme de **créativité, de flexibilité et de prise de risque** et le besoin à court terme de justification de l'utilisation des fonds publics.

Améliorer la cohérence et la qualité des systèmes européens d'innovation et de connaissances agricoles (**Agricultural Knowledge and Innovation Systems, AKIS**), qui sont essentiels pour le transfert de connaissances.

Encourager et renforcer les échanges **entre pairs, la mise en réseau et la coopération** entre tout l'éventail des acteurs de l'innovation.

PRINCIPAUX OBSTACLES IDENTIFIÉS

Aversion pour le risque
« Court-termisme »
Isolement rural **Manque de financement** « Fossilisation »
du premier pilier de la PAC **Procédures administratives**

FACILITATEURS :

Mark Redman,
expert indépendant en développement rural
Margarida Ambar,
Point de service du PEI-AGRI

RAPPORTEUR :

Jan-Willem van der Schans,
Wageningen University
(NL)

RÉFLEXIONS AU SEIN DE L'ATELIER

Les nouvelles technologies, la numérisation et la robotisation, entre autres, offrent de réelles opportunités en termes de productivité mais elles comportent aussi certains risques, par exemple en ce qui concerne la propriété des données.

L'alimentation fait son retour à l'agenda politique et le souhait d'une alimentation saine et d'une autosuffisance locale, par ex., offrent d'importants leviers.

Les acteurs des **zones rurales isolées doivent être associés** aux approches axées sur le développement et le partage de la recherche et de l'innovation.

Les instituts de recherche sont appelés à jouer un rôle majeur dans l'innovation agricole, mais il est important de **rapprocher les pratiques agricoles de la recherche universitaire**.

Nous avons besoin d'une **flexibilité administrative fondée sur la confiance et la participation**. Si tous les acteurs sont impliqués, les auditeurs pourront plus facilement justifier les résultats d'un projet, même en cas d'échec de celui-ci.

Atelier 4

Viabilité et vitalité des zones rurales

MESSAGES CLÉS

Développer et promouvoir une nouvelle **identité rurale** autour du dynamisme, de la qualité, de la confiance, des contributions à la société dans son ensemble, des opportunités rurales, de la santé, du bien-être et de l'innovation.

La **politique de développement rural et son financement** doivent bénéficier d'une **approche intégrée et plus générale**, incluant notamment une mesure de l'impact territorial (« proofing rural ») d'autres politiques. Le développement rural ne se limite pas à la PAC.

Investir dans le **haut-débit, les infrastructures et les services** afin de mettre en place l'environnement requis pour développer **l'esprit d'entreprise et de nouvelles opportunités** dans les zones rurales.

Renforcer la démocratie locale et le partenariat en mettant les habitants des communautés locales à l'avant-plan. Des approches ascendantes, comme LEADER/CLLD, peuvent apporter des réponses locales intégrées et ciblées.

Utiliser des approches de mise en œuvre innovantes afin de stimuler de nouvelles opportunités dans les zones rurales, par ex. la simplification, les instruments financiers et l'économie sociale.



THÈMES DE DISCUSSION CHOISIS

Utiliser LEADER/CLLD
Promotion de l'identité rurale
Démocratie locale **Création
d'emplois** Accès aux services,
aux infrastructures et au
haut-débit **Opportunités
pour les jeunes**



RÉFLEXIONS AU SEIN DE L'ATELIER

Il y a lieu de mener des actions locales coordonnées pour **attirer et retenir les jeunes** dans les zones rurales, mais aussi pour offrir des services et des opportunités à l'ancienne génération.

Renforcer les liens entre **les chaînes de valeur locales, les besoins émergents des consommateurs** et le marché.

Prendre en compte les besoins des nombreux petits agriculteurs et **agriculteurs de subsistance** et **des membres les plus vulnérables et les plus marginalisés** des communautés rurales.

Renforcer **les partenariats entre les niveaux local-régional-national et européen et les réseaux** fondés sur la confiance et la coopération afin d'améliorer la mise en œuvre d'approches plus stratégiques et d'en démontrer l'efficacité.

Moyennant **des investissements et un soutien accru, de nombreux obstacles** peuvent devenir des atouts potentiels, par ex. le manque d'infrastructures, d'opportunités, etc.

FACILITATEURS :

Paul Soto,
Point de contact du REDR
Sari Rannanpää,
consultant freelance

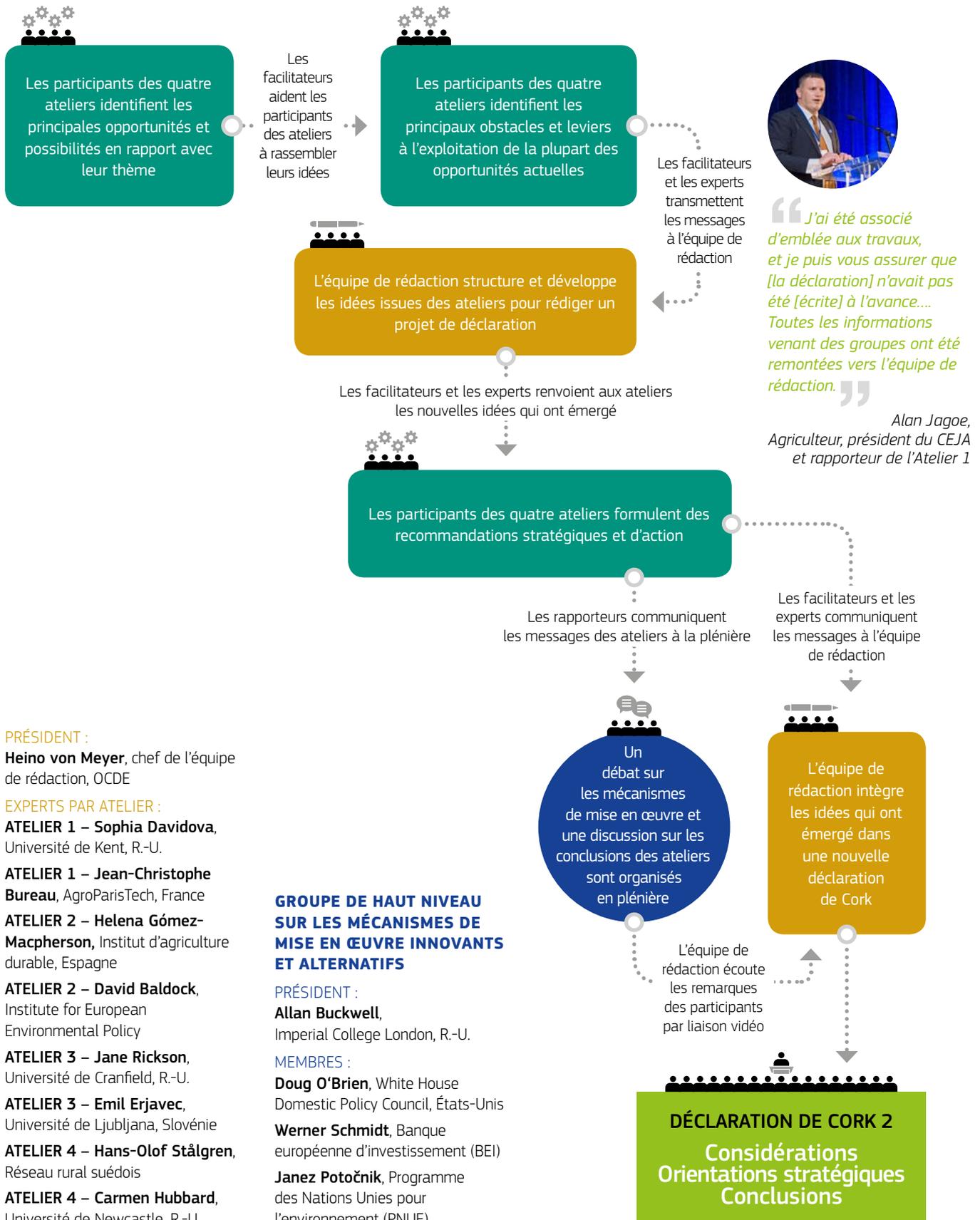
RAPPORTEUR :

Randel Länts,
Comité des régions



Un processus participatif

Les conclusions des **quatre ateliers parallèles** – et les débats et le feedback en **plénière** – ont alimenté les **travaux d'une équipe** de rédaction composée d'experts, chargée de préparer une nouvelle déclaration de Cork sur la base des contributions des trois centaines de participants.



PRÉSIDENT :

Heino von Meyer, chef de l'équipe de rédaction, OCDE

EXPERTS PAR ATELIER :

ATELIER 1 – Sophia Davidova, Université de Kent, R.-U.

ATELIER 1 – Jean-Christophe Bureau, AgroParisTech, France

ATELIER 2 – Helena Gómez-Macpherson, Institut d'agriculture durable, Espagne

ATELIER 2 – David Baldock, Institute for European Environmental Policy

ATELIER 3 – Jane Rickson, Université de Cranfield, R.-U.

ATELIER 3 – Emil Erjavec, Université de Ljubljana, Slovénie

ATELIER 4 – Hans-Olof Stålgren, Réseau rural suédois

ATELIER 4 – Carmen Hubbard, Université de Newcastle, R.-U.

GRUPE DE HAUT NIVEAU SUR LES MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE INNOVANTS ET ALTERNATIFS

PRÉSIDENT :

Allan Buckwell, Imperial College London, R.-U.

MEMBRES :

Doug O'Brien, White House Domestic Policy Council, États-Unis

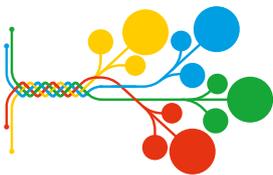
Werner Schmidt, Banque européenne d'investissement (BEI)

Janez Potočnik, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

À LA UNE... CORK 2.0

LA DÉCLARATION DE CORK 2.0 2016 DANS SON INTÉGRALITÉ

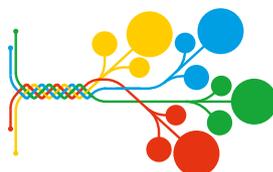
« Pour une vie meilleure en milieu rural »



Considérations

Réunis	à Cork (Irlande) les 5 et 6 septembre 2016	
Nous appuyant	sur la déclaration de Cork de 1996, intitulée «Un milieu rural vivant» et élaborée par les participants à la conférence européenne sur le développement rural organisée à Cork, en Irlande;	
Compte tenu	du rôle clé que jouent les zones rurales et leurs communautés dans la mise en oeuvre des objectifs de développement durable des Nations-Unies et des conclusions de la 21 ^e Conférence annuelle des parties (COP21) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC);	
Constatant	que plus de la moitié de la population de l'Union européenne vit dans les zones rurales de l'Europe et que celles-ci représentent plus des trois-quarts du territoire; que ces zones sont caractérisées par une diversité économique, environnementale et sociale et qu'elles jouent un rôle majeur dans la conservation des paysages et de l'héritage naturels et culturels européens aux multiples facettes;	
Persuadés	que les centres urbains et les zones rurales ainsi que leurs habitants disposent d'atouts différents, mais complémentaires, et qu'une meilleure interdépendance et davantage de partenariats sont des conditions préalables essentielles pour assurer la viabilité économique, la performance environnementale et la cohésion sociale de l'ensemble de l'Union;	
Convaincus	de la valeur des ressources des zones rurales et de leur capacité à offrir des solutions durables	
		aux défis sociétaux actuels et futurs auxquels doivent faire face tous les citoyens de l'Union, telles que la garantie de fournir de manière sûre et durable des produits alimentaires de qualité, développer l'économie circulaire, élargir la bioéconomie, lutter contre le changement climatique et réduire la dépendance aux énergies fossiles;
		Nous attendant à ce que la numérisation continue à s'imposer dans l'économie rurale et pour ses entreprises, et à ce que les travailleurs numériques tirent le meilleur parti de la transformation numérique et augmentent la production d'une manière durable;
		Persuadés que la croissance économique et la durabilité ne s'excluent pas mutuellement et qu'elles peuvent être encouragées par l'innovation, qui doit être accessible aux exploitants, aux agriculteurs et aux sylviculteurs et qui peut concerner les technologies, les pratiques, les procédés, les questions sociales et organisationnelles, et être fondée sur la recherche ou sur des approches interactives ascendantes;
		Préoccupés par l'exode rural et la fuite des jeunes cerveaux et par la nécessité de continuer à faire en sorte que les zones et les communautés rurales (la campagne, les fermes, les villages et les petites villes) restent des lieux de vie et de travail attractifs en améliorant l'accès aux services et les opportunités pour les populations rurales, et en soutenant l'entrepreneuriat à la fois dans les domaines traditionnels et dans des nouveaux secteurs de l'économie rurale;

Convaincus	que les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture restent prédominants dans l'économie de l'Union et que leurs chaînes de valeur sont un moteur pour la croissance rurale puisqu'ils offrent des emplois et des moyens de subsistance à des dizaines de millions d'Européens, en particulier dans les zones rurales, et qu'il s'agit le plus souvent d'emplois qui ne peuvent être délocalisés;
Conscients	du rôle de l'agriculture et de la sylviculture qui façonnent nos paysages et de celui, majeur, des agriculteurs et des sylviculteurs en tant que garants du milieu rural et principaux fournisseurs de biens et de services publics environnementaux liés à la biodiversité, au sol, à l'eau et à l'action pour le climat;
Tenant compte	de la nécessité d'accorder une attention particulière au territoire au sein de la politique agricole commune fonctionnant en complémentarité avec les autres politiques de l'UE et privilégiant l'obtention de résultats dont bénéficieront les populations rurales et la société en général;
Résolus à	renforcer l'intégration des initiatives locales et les capacités de la société rurale lors de l'élaboration de la politique générale de l'UE, en particulier par des initiatives en matière de développement local émanant de la base (approche ascendante) comme LEADER et le développement local mené par des acteurs locaux;
Attachés à	garantir la participation des acteurs du développement rural et des parties prenantes dans le respect du code de conduite européen sur le partenariat;
Observant	l'avis du Comité des régions sur l'innovation et la modernisation de l'économie rurale, l'avis du Comité économique et social sur les programmes de développement rural, et les précieuses réflexions émanant d'autres groupes d'acteurs associés au développement rural en ce qui concerne le futur essor rural et agricole;
Certains	qu'une politique agricole commune et de développement rural axée sur les résultats et fondée sur une approche stratégique renforcée est un instrument clé pour concrétiser les priorités de l'UE;
Engagés	à garantir le principe de subsidiarité, la simplification et la transparence dans l'élaboration des politiques.



Orientations politiques

Nous, participants à la conférence européenne de Cork 2.0 sur le développement rural, déclarons qu'une politique rurale et agricole innovante, intégrée et inclusive dans l'Union européenne doit être guidée par les dix orientations suivantes :

POINT 1 : PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ RURALE

Il importe de mieux reconnaître le potentiel existant en milieu rural pour apporter des solutions innovantes, inclusives et durables aux défis sociétaux actuels et futurs, tels que la prospérité économique, la sécurité alimentaire, la lutte contre les changements climatiques, la gestion des ressources, l'inclusion sociale et l'intégration des migrants. Un mécanisme de prévention en faveur des zones rurales devrait garantir la prise en compte de ces aspects dans les politiques et les stratégies de l'Union. Il convient que les politiques rurales et agricoles s'appuient sur l'identité et le dynamisme des zones rurales grâce à la mise en oeuvre de stratégies intégrées et d'approches multisectorielles. Ces politiques devraient promouvoir la diversification et encourager l'entrepreneuriat, les investissements, l'innovation et l'emploi. Elles devraient en outre valoriser l'identité rurale et renforcer la durabilité, l'inclusion sociale et le développement local ainsi que la résilience des exploitations agricoles et des communautés rurales.

POINT 2 : RENFORCER LES CHAÎNES DE VALEUR RURALES

Les politiques de l'Union devraient privilégier des approches intégrées visant à développer et à renforcer les chaînes de valeur rurales et les réseaux de production locaux. Elles doivent refléter les nouvelles possibilités commerciales qui s'ouvrent pour l'agriculture, la foresterie et les entreprises rurales en ce qui concerne les économies circulaire, verte et sans énergies fossiles. Les préoccupations croissantes des consommateurs à propos de la qualité des produits et des processus de production ainsi que la demande en denrées alimentaires saines doivent également être traitées. Les politiques doivent promouvoir de nouvelles approches de l'intégration horizontale et verticale, garantissant des relations contractuelles équitables et transparentes au sein de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des possibilités légales pour organiser des actions collectives d'agriculteurs. Il convient que ces derniers disposent d'instruments efficaces de gestion des risques.

**POINT 3 :
INVESTIR DANS LA VIABILITÉ ET LA VITALITÉ RURALES**

Il importe que le soutien de l'Union aux investissements dans les zones rurales vise principalement à apporter une valeur ajoutée à la société. Les investissements dans le développement des entreprises, les services public et privé, les infrastructures de base et le renforcement des capacités devraient contribuer à la réalisation des objectifs communs de l'Union, notamment en ce qui concerne les emplois et la croissance verte et inclusive. Ils devraient également permettre des initiatives autonomes favorisant une agriculture et une économie rurale compétitives et diversifiées. Une attention particulière doit être portée à la résolution de la fracture numérique et au développement du potentiel recelé par la connectivité et la numérisation des zones rurales. Les politiques devraient promouvoir la qualité de la vie rurale, répondre aux aspirations de la jeunesse rurale en matière d'emplois diversifiés et bien rémunérés, et faciliter le renouvellement générationnel. Des efforts devraient être déployés pour étendre la portée et la mobilisation des financements, au moyen d'instruments financiers innovants. Le soutien de l'Union devrait renforcer les liens entre zones rurales et urbaines et permettre un même développement durable dans ces deux zones.

**POINT 4 :
PRÉSERVER LE MILIEU RURAL**

La gestion des terres joue un rôle clé dans l'interface entre les citoyens et l'environnement. Les politiques doivent inciter à la fourniture de biens publics environnementaux, notamment la préservation de l'héritage naturel et culturel européen. Cet héritage comprend une riche diversité d'habitats de flore et de faune et de caractéristiques paysagères qui dépendent largement des systèmes agricoles et forestiers. Des mesures visant à récompenser la fourniture de biens et de services publics environnementaux devraient refléter la variété des conditions locales. La valeur intrinsèque du milieu rural bénéficie au développement économique local, à l'éco-tourisme, à une vie saine, à l'identité et à l'image des denrées alimentaires et permet la promotion de la campagne à des fins récréatives.

**POINT 5 :
GÉRER LES RESSOURCES NATURELLES**

Les pressions plus fortes s'exerçant sur les ressources naturelles, qui résultent d'une demande croissante en denrées alimentaires, en aliments pour animaux, en fibres et en biomatériaux, doivent être traitées dans le cadre de politiques intersectorielles coordonnées. Ces politiques devraient garantir la gestion durable des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et la biodiversité, sur lesquelles se fonde principalement la production agricole et forestière. La perte de diversité génétique doit être inversée et le maintien et l'utilisation durable des ressources génétiques végétales et animales doivent être garantis grâce à une action publique et privée appropriée. Il est nécessaire de développer et d'intégrer des solutions innovantes et scientifiquement fondées, permettant de produire plus avec moins, tout en garantissant que les ressources naturelles restent disponibles pour les générations futures. Des cadres efficaces d'échanges de connaissances et de conseil devraient être mis en place et il convient de soutenir l'adoption de systèmes de gestion des terres bien conçus.

**POINT 6 :
ENCOURAGER L'ACTION POUR LE CLIMAT**

Compte tenu de la nécessité impérieuse de répondre aux défis climatiques à la fois dans les zones rurales et urbaines, le soutien doit être dirigé vers la mise en oeuvre de stratégies efficaces d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci. Le piégeage et le stockage du carbone pourraient être largement développés dans les zones rurales. L'action doit dépasser les solutions fondées sur le carbone et devrait encourager une gestion raisonnée des nutriments et des cheptels. Les agriculteurs et les sylviculteurs devraient être encouragés à fournir des services climatiques et à s'engager dans des efforts d'adaptation. La capacité des zones rurales de produire de l'énergie renouvelable durable ainsi que des biomatériaux devrait être développée au moyen de plans d'investissements appropriés. La priorité devrait être accordée à un développement plus important de l'économie circulaire et à une utilisation en cascade des biomatériaux.

**POINT 7 :
STIMULER LES CONNAISSANCES ET L'INNOVATION**

Les communautés rurales doivent participer à l'économie de la connaissance afin d'utiliser pleinement les avancées de la recherche et du développement. Les entreprises rurales de tous types et de toutes tailles, notamment celles gérées par des agriculteurs et des sylviculteurs, doivent avoir accès à une technologie appropriée, à une connectivité de pointe ainsi qu'aux nouveaux instruments de gestion disponibles pour fournir des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. Une attention politique plus soutenue sur l'innovation sociale, l'acquisition des connaissances, l'éducation, les services de conseil et la formation professionnelle est essentielle pour développer les compétences nécessaires. Cela doit s'accompagner d'un renforcement des échanges entre pairs, de mises en réseau et d'une coopération entre agriculteurs et entrepreneurs ruraux. Les besoins et contributions des zones rurales devraient figurer clairement dans la politique de recherche de l'Union européenne. L'industrie, les chercheurs, les professionnels, les centres de connaissances, la société civile et les autorités publiques doivent oeuvrer ensemble à une exploitation et un partage plus larges des possibilités résultant des progrès technologiques et scientifiques.

**POINT 8 :
RENFORCER LA GOUVERNANCE RURALE**

La capacité et l'efficacité administratives des gouvernements régionaux et locaux et des groupes fondés sur les communautés rurales doivent être accrues, le cas échéant, grâce à l'assistance technique, la formation, la coopération et la mise en réseau. S'appuyant sur le succès de LEADER et du partenariat européen de l'innovation dans le domaine de l'agriculture, des initiatives ascendantes et menées par le niveau local devraient être mises en place pour mobiliser les potentiels des zones rurales. L'architecture de la PAC doit se fonder sur un cadre stratégique commun de programmation, qui permet de cibler des objectifs économiques, sociaux et environnementaux clairement établis pour toutes ses interventions. Pour ce faire, il s'agit de tenir compte des besoins et des aspirations des territoires concernés, dans le respect du principe de partenariat. La portée et la mobilisation du financement doivent être renforcées grâce à un développement

et à une utilisation accrue d'instruments financiers. Les politiques rurales et agricoles doivent interagir, dans un contexte plus large, avec les stratégies nationales et régionales, et être complémentaires et cohérentes avec les autres politiques.

POINT 9 : AMÉLIORER LES RÉSULTATS ET LA SIMPLIFICATION DES POLITIQUES

Une certaine flexibilité et un meilleur ciblage dans la conception et les résultats des politiques sont nécessaires, sans toutefois entraîner des complications inutiles. Les initiatives visant à rétablir et à instaurer la confiance des parties prenantes sont une priorité. Il est essentiel de continuer à rationaliser le cadre réglementaire de la politique agricole commune et de simplifier encore davantage sa mise en œuvre. En outre, il convient de mettre au point des procédures et des outils administratifs afin d'alléger la charge bureaucratique pesant sur les bénéficiaires et les administrations nationales et régionales. La proportionnalité des exigences et des sanctions est un aspect important. L'introduction de la gouvernance en ligne dans la gestion des programmes de soutien et l'application étendue des options simplifiées en matière de coûts doivent revêtir un caractère prioritaire. Il est nécessaire de renforcer la subsidiarité et la proportionnalité dans la gestion partagée des fonds et dans les systèmes de contrôles correspondants.

POINT 10 : AMÉLIORER LA PERFORMANCE ET LA RESPONSABILISATION

Les politiques doivent être responsables et adaptées à leurs objectifs. Le soutien public à l'agriculture et aux zones rurales doit être soumis à un système crédible de suivi et d'évaluation. Celui-ci couvrira les bénéfices des actions, l'efficacité des dépenses et évaluera les résultats par rapport aux objectifs politiques. Les parties prenantes doivent jouer un rôle plus important dans l'évaluation de la performance grâce à l'apprentissage par les pairs et à leur participation à l'examen des performances. Les citoyens et les contribuables attendent de recevoir des informations sur l'efficacité et les résultats de la politique menée. Cette attente doit être satisfaite.



Conclusion

Nous, les participants à la Conférence européenne sur le développement rural 2.0, réunis à Cork, demandons instamment aux décideurs politiques de l'Union européenne :

- d'assurer une plus grande sensibilisation de la population au potentiel des zones rurales et des ressources rurales pour répondre à toute une série de défis économiques, sociaux et environnementaux et offrir des possibilités qui profitent à l'ensemble des citoyens européens;
- d'investir dans l'image des communautés rurales et dans le potentiel de croissance des zones rurales et de faire de celles-ci des lieux de vie et de travail qui soient plus attrayants pour tout un chacun;
- de mettre à profit cette dynamique pour poursuivre le développement de la politique agricole et rurale par une approche simple et flexible orientée sur les résultats et basée sur le partenariat, reflétant à la fois les objectifs de l'Union et les besoins et aspirations sur le terrain;
- de procéder systématiquement à l'examen d'autres politiques macroéconomiques et sectorielles en tenant compte du facteur rural et des incidences potentielles et réelles sur l'emploi dans les zones rurales, ainsi que des perspectives en matière de croissance et de développement, de bien-être social et de qualité environnementale des zones et des communautés rurales.

À LA UNE... CORK 2.0

Cork 2.0 : perspectives



Phil Hogan

Commissaire européen de l'agriculture et du développement rural

« J'ai constaté un réel engagement et un intérêt très vif pour le développement de nos zones rurales. La conférence fut animée et bouillonnante d'idées. Celles-ci ont été échangées librement et débattues dans un esprit de participation, d'engagement et de coopération. Tous les participants ont eu l'occasion de s'exprimer et c'est selon moi la raison pour laquelle nous avons été si nombreux à nous approprier la déclaration.

C'est une déclaration forte, riche en contenu et en intentions. Elle reflète les besoins et les aspirations des communautés rurales et agricoles et formule de solides recommandations sur le type de politiques nécessaires pour libérer le potentiel rural. Je suis convaincu qu'elle alimentera et orientera réellement les débats à venir sur l'avenir de nos politiques rurales et agricoles et je compte sur la poursuite de votre engagement et de votre soutien pour que nous puissions nous doter d'une PAC adaptée, responsable et capable de relever les défis et de saisir les opportunités du XXI^e siècle. »

Photo © Union européenne



Heino von Meyer

Centre de Berlin, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

« La conférence a été la preuve éclatante de la créativité qui peut caractériser des processus participatifs. Plusieurs thèmes ont émergé à plusieurs reprises, notamment la contribution positive des zones rurales à la réponse aux défis sociétaux, la question de la confiance entre les parties prenantes et le renouvellement de l'identité rurale.

Ce que nous voulons, c'est « Une vie meilleure dans les zones rurales » : promouvoir la prospérité rurale et développer les zones rurales en les aidant à mieux conserver leur valeur. Mais il y a également lieu de garantir un accès approprié aux infrastructures et aux services essentiels dans les zones rurales. Il faudra aussi absolument réduire la fracture numérique.

Les agriculteurs ont une responsabilité de premier plan dans la gestion des ressources naturelles respectueuse de l'environnement – la base de production dont ils tirent des revenus. Mais nous devons également rétribuer les agriculteurs et les sylviculteurs pour l'offre de biens et de services publics environnementaux. La production et la consommation doivent se décliner désormais sur le mode durable, être à faible intensité de carbone et à l'épreuve des changements climatiques.

Pour que ces solutions soient réalisables, nous devons mieux aligner les différents acteurs afin de stimuler l'innovation et l'échange de connaissances, améliorer la coopération, les partenariats et les approches ascendantes. Nous devons aussi améliorer nos structures administratives et politiques afin qu'elles reflètent mieux la contribution potentielle des zones rurales à la définition de solutions globales ainsi que l'impact territorial d'autres politiques macro ou sectorielles.

Mais nous devons aussi garder à l'esprit qu'il ne faut pas toujours attendre l'introduction de politiques pour passer à l'action. La coopération entre tous les acteurs concernés ne demande pas nécessairement d'élaborer de nombreuses politiques. Il arrive parfois que nous n'ayons pas besoin de politiques, mais simplement de susciter une initiative de développement rural sur le terrain. »

Photo © Union européenne



Le commissaire Hogan a accepté la déclaration qui lui a été remise par Heino von Meyer, président de l'équipe de rédaction.

© Union européenne



« Depuis [la première déclaration de Cork en 1996], notre politique agricole commune a beaucoup progressé. Notre discussion sur l'évolution future de la PAC devrait avoir pour objectif de mettre en place les conditions nous permettant de relever plus efficacement et de manière plus flexible les défis de l'environnement et de la sécurité alimentaire; de renforcer l'efficacité de l'arsenal actuel de mesures d'écologisation; et de soutenir l'emploi et le développement durable des zones rurales, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises. »

Gabriela Matečná
ministre de l'agriculture et du développement rural, Slovaquie



Franz Fischler

Ancien commissaire européen de l'agriculture et du développement rural

« Bravo! Grâce à la récente déclaration de Cork 2.0, la politique européenne de développement rural peut à présent passer d'une approche verticale à une approche horizontale. La coopération étroite entre les nombreux et divers acteurs réunis pour la conférence de Cork 2.0 est en soi porteuse d'un message : lorsque les habitants des zones rurales sont prêts à coopérer et à travailler ensemble pour l'Europe rurale et au sein de celle-ci, ils peuvent vraiment faire la différence et susciter les changements nécessaires à un avenir rural prospère.

En 1996, la première déclaration de Cork avait créé un second pilier au sein de la PAC. Les responsables politiques et experts réunis à cette occasion s'étaient prononcés en faveur d'une réduction des politiques de marché dominantes, parallèlement à une augmentation des ressources financières en faveur des investissements dans les zones rurales, de l'agro-environnement et de la modernisation agricole. Une vision qui résonnait comme une petite révolution aux oreilles de nombreux responsables politiques en charge de l'agriculture.

Aujourd'hui, alors que la politique de développement rural horizontale domine à présent la gestion des campagnes, nous sommes à l'aube d'une nouvelle étape révolutionnaire. Il sera nécessaire de défendre cette nouvelle approche lorsque la réforme de la PAC et des politiques structurelles sera sur la table.

Ce qu'il faut, c'est préserver l'identité rurale et la richesse de la diversité des cultures rurales européennes.

La nouvelle déclaration de Cork 2.0 inclut implicitement un autre changement d'approche. Si nous décidons d'abandonner notre vision sectorielle, nous devons favoriser des approches systémiques ainsi qu'une réflexion inter- et transdisciplinaire, ce qui nécessitera des changements importants au niveau de la recherche, de l'administration et de l'élaboration des politiques.

J'aimerais encourager tous ceux et celles qui élaboreront ces réformes politiques et des mesures concrètes à souscrire à cette nouvelle approche. »

Photo © Union européenne



Czesław Adam SIEKIERSKI

Membre du PE, président de la commission du Parlement européen « Agriculture et développement rural »

« La déclaration de Cork reconnaît à juste titre que l'agriculture et la sylviculture sont plus que de simples secteurs productifs. Il est primordial de sensibiliser la société et les contribuables européens à leurs fonctions clés dans le domaine de la nutrition, de la santé, de la biodiversité, de l'environnement et surtout, de la sécurité alimentaire. Il faut aussi insister sur leur rôle dans la production de divers biens publics, ressources et énergies renouvelables ainsi que leurs fonctions sociales et culturelles de premier plan que nous avons souvent tendance à oublier.

Mais il ne faut pas perdre de vue que le contexte rural est en train de changer. Une diminution de la population rurale s'accompagne d'une plus grande importance des machines, du matériel, des produits de protection des cultures et des aliments pour bétail. Les secteurs productifs doivent avoir accès à un certain nombre de services (professionnels) et à des moyens de production toujours plus modernes – autant d'éléments qui ont un impact majeur sur le développement de l'industrie et des zones rurales ainsi que sur la création d'emplois.

La décision prise au lendemain de la première conférence de Cork d'étendre le champ d'application de la PAC en y ajoutant un pilier axé sur le développement rural a été une bonne chose. Cork 2.0 est une nouvelle source d'inspiration pour la création d'une nouvelle dimension au sein de la PAC. À cet égard, la déclaration appelle à juste titre à « Une vie meilleure dans les zones rurales ». Pour freiner l'exode des zones rurales et le déclin de l'agriculture, les niveaux de vie et de revenus doivent être relevés pour se rapprocher de ceux des villes ou d'autres secteurs économiques. »

Photo © Union européenne



Wolfgang Löhe

Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne

La conférence de Cork 2.0 m'a fait forte impression. J'ai vraiment été fasciné de voir l'intensité de l'engagement avec lequel les trois centaines de participants qui représentaient différents groupes de parties prenantes, organisations et États membres de l'UE, ont élaboré des approches communes pour une future politique de développement rural.

Pour chacun, une grande source de satisfaction a été le fait que la déclaration de Cork 2.0 ait été élaborée par le biais d'un processus participatif ascendant. Grâce à l'excellent travail du modérateur Heino von Meyer et les inlassables efforts de son équipe de rédaction, les nombreuses contributions issues des ateliers ont été intégrées avec succès dans cette déclaration historique.

Consciente des défis futurs, la déclaration de Cork 2.0 insiste sur l'importance accrue de la politique de développement rural qui doit devenir une priorité de la politique agricole commune (PAC), bien au-delà de l'actuelle mission du second pilier de la PAC. Il s'agit là d'une approche ambitieuse mais nécessaire pour mieux exploiter tout le potentiel des zones rurales européennes.

L'engagement manifeste à simplifier le cadre réglementaire de la PAC et le juste équilibre entre exigences et sanctions méritent également d'être soulignés. C'est à ces niveaux qu'il faut impérativement agir, du point de vue des organismes en charge de la mise en œuvre du FEADER.

Dans l'ensemble, la déclaration propose d'importants principes susceptibles d'animer les négociations en cours sur l'avenir du cadre financier pluriannuel et l'orientation de la PAC après 2020.

Photo © Union européenne



Randel Länts

Comité des régions, Conseil municipal de Viljandi, Estonie

« Le travail de recherche et d'exploitation des idées du large éventail d'acteurs présents a été organisé de manière très professionnelle et a donné d'excellents résultats. Mais nous devons garder à l'esprit qu'il ne s'agit que d'une déclaration – une base pour des mesures qui devront être approuvées. Il nous appartient à présent à nous tous qu'il se passe vraiment quelque chose à tous les niveaux, notamment au niveau gouvernemental, local et ascendant.

Il faut assurer un « proofing rural » d'autres politiques et concentrer davantage les efforts sur les zones rurales au sens large. Ces efforts doivent bien sûr porter sur l'agriculture mais pas uniquement. La stratégie de promotion du retour des jeunes dans les zones rurales ne doit pas uniquement viser à faire d'eux des agriculteurs. De nouvelles opportunités s'offrent à présent à ces jeunes, par exemple autour du télétravail et des activités à base communautaire.

Nul ne peut être forcé à faire quoi que ce soit, mais il est possible de contribuer à mettre en place un contexte favorable. Ainsi, la fermeture de bureaux de poste n'impacte pas seulement le courrier. Si vous souhaitez vous lancer dans l'e-commerce, il faut trouver une façon d'envoyer vos produits. Il ne doit pas s'agir d'un bureau de poste au sens traditionnel du terme, mais il faut un service, une infrastructure. Et il vous faut aussi une connexion à haut-débit pour toucher les communautés rurales, en toute fin de parcours. Un tel investissement peut être facilement réalisé.

Ce qu'il faut retenir, ce que les zones rurales doivent savoir, c'est qu'il est impossible de faire machine arrière. Nous devons trouver de nouvelles solutions pour en faire des endroits où il fait bon vivre et travailler. Ces solutions peuvent être emmenées par la communauté mais elles peuvent également être financées par la Commission. »

Photo © Union européenne



Brendan Burns

Comité économique et social européen (CESE)

« Si nous voulons que nos zones rurales se développent et prospèrent – et si nous voulons que les responsables politiques soient à l'écoute des zones rurales et de leurs habitants – nous devons agir de concert. Le développement rural va au-delà de l'agriculture ou de la protection de l'environnement. C'est aussi une affaire de gens et de développement économique et social équilibré. Et d'amélioration de la faune et la flore ainsi que des terres dont nous dépendons tous.

La première déclaration de Cork avait appelé les responsables politiques à reconnaître ces problématiques et à faire en sorte que les zones reculées, montagneuses et défavorisées d'Europe soient traitées sur un pied d'égalité avec les villes. Ces attentes et ces opportunités ont malheureusement été ignorées.

Vingt ans plus tard, Cork 2.0 constitue une avancée bien nécessaire. Elle offre aux responsables politiques et aux citoyens l'occasion d'inverser le déclin de nos campagnes et de les mettre en valeur. Une telle action contribuera aussi à retenir une partie des origines de notre histoire et de notre culture qui ont façonné l'Europe et ses habitants.

Les zones rurales et reculées offrent la chance d'explorer et d'améliorer la qualité de la vie, pour mieux en profiter. Toutefois, si personne ne vit et ne travaille sur ces terres, ces régions finiront par ressembler à de simples parcs thématiques touristiques ou environnementaux.

Cork 2.0 est un peu comme une sonnette d'alarme. S'il nous appartient à nous tous de la mettre en œuvre, un réel leadership de la Commission sera aussi nécessaire. J'espère que nos responsables politiques et les habitants des villes y seront sensibles et agiront; car ils risquent sinon de voir disparaître non seulement les produits frais que nous cultivons, mais aussi nos propres coutumes et valeurs. »

Photo © Union européenne



© Union européenne

Lors des ateliers, les participants ont eux-mêmes facilité les discussions en petits groupes et y ont participé.



© Union européenne

Toutes les idées formulées dans les ateliers ont été consignées afin d'alimenter les travaux de l'équipe de rédaction.



Sophia Davidova

Directrice honoraire, Centre of European Agri-Environmental Studies (CEAS)

« Lorsque j'ai été invitée à résumer, en un seul mot, mes attentes quant au résultat de la conférence de Cork, j'ai choisi le mot « vision ». Et j'ai compris que la déclaration de Cork 2.0 incluait la vision pour l'avenir.

Pourquoi cette vision est-elle aussi importante?

Tout d'abord, les citoyens des villes sous-estiment souvent les zones rurales. Or, ce ne sont pas seulement des lieux où l'on travaille, où l'on habite et où l'on se divertit. Les zones rurales sont bien plus que cela. Elles fournissent des services écosystémiques, non seulement aux populations rurales mais aussi aux populations urbaines. Les économies et sociétés rurales assurent la protection de l'environnement et contribuent à une utilisation durable des ressources naturelles – terres, forêts et eau. La déclaration reconnaît ainsi que les zones rurales peuvent relever des défis mondiaux, par exemple celui de la sécurité alimentaire ou du changement climatique.

Deuxièmement, comme nous le savons, de grands territoires des zones rurales de l'UE sont occupés par des exploitations agricoles. Il s'agit pour la plupart d'entreprises familiales. Ces familles sont les premiers acteurs de la sécurité alimentaire. Grâce à leur esprit d'entreprise et leur flexibilité, elles améliorent la vitalité de l'économie rurale et se soucient réellement de la protection à long terme de l'environnement. La déclaration appelle à renforcer les chaînes de valeur qui intégreront les agriculteurs et les sylviculteurs.

Quelle chance pour moi d'avoir pu contribuer à cet effort intellectuel d'élaboration d'une vision commune! »

Photo © Union européenne



David Baldock

Institute for European Environmental Policy (IEEP)

« Derrière la nouvelle déclaration, il y a ce sentiment partagé que la politique rurale doit bénéficier d'un nouveau souffle et être réorientée pour éviter d'être reléguée en bas des priorités de l'UE et de souffrir d'une réduction budgétaire.

Comme tous les groupes d'intérêt des zones rurales étaient présents et ont travaillé ensemble, de manière constructive et créative, la déclaration est relativement dense et détaillée, ce qui ne donne pas vraiment une vue d'ensemble aux non-initiés. De nombreux délégués ont toutefois semblé souscrire aux conclusions de Franz Fischler, qui estime que le développement rural devra à l'avenir être au cœur de la politique rurale et agricole de l'Europe, en intégrant de manière implicite le pilier 1 comme élément unique d'un cadre plus général et plus stratégique.

La déclaration se montre confiante quant aux possibilités d'amélioration de la performance et à l'administration intelligente plutôt qu'une simple simplification. De nouveaux éléments sont mis en avant comme l'agenda sur le climat, l'informatisation et la nécessité de politiques responsables et adaptées.

Même si elle n'avait pas été officiellement adoptée par les institutions de l'UE, la déclaration de Cork initiale a profondément influencé l'évolution ultérieure de la PAC. L'on peut donc espérer que Cork 2.0 contribue de la même façon à la protection des dépenses de politique rurale en 2017 et après, à mesure que le débat sur le cadre financier pluriannuel post-2020 et la PAC progressera. »

Photo © IEEP



Kristiina Tammets

Présidente de l'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD)

« Cork 2.0 a mis en avant la nécessité de mettre en œuvre des approches plus générales en vue de la réalisation d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Au cours de l'actuelle période de programmation, l'approche LEADER a précisément été dotée de cette perspective plus générale, au titre du « Développement local mené par les acteurs locaux » (CLLD). L'on peut ainsi espérer la création d'une réelle synergie entre différents fonds européens, mais pour y arriver, nous devons œuvrer à la simplification et renforcer la coopération entre les Groupes d'action locale (GAL) et les autorités concernées.

Les GAL promeuvent de nouvelles solutions et des technologies innovantes sur leur territoire. Ils entretiennent des liens directs avec les entreprises rurales, les municipalités et la société civile afin de développer et de renforcer les capacités de leur région, en faisant appel aux ressources et aux compétences locales. Ils sont ainsi en mesure de répondre à l'appel à l'innovation et à l'amélioration de la cohésion territoriale et sociale inscrite dans la déclaration.

Nous nous réjouissons dès lors que la déclaration de Cork reconnaisse spécifiquement la méthode LEADER comme un bon outil de partenariat au service d'une meilleure gouvernance rurale. LEADER s'est en effet avéré être une méthode particulièrement efficace au cours de ces 25 dernières années et qui plus est, le seul instrument qui confie au niveau le plus local la prise de décisions quant à l'utilisation des fonds européens.

La nouvelle déclaration de Cork nous dote d'une vision et met à notre disposition une plateforme élargie. Nous devons à présent progresser ensemble sur des questions concrètes en mettant à profit l'approche ascendante. C'est de cette façon que l'on peut utiliser toutes les potentialités des communautés pour mettre en œuvre la politique de développement rural de l'UE. »

Photo © Kristiina Tammets



Michael Dower

Coordinateur conjoint de PREPARE - Partnership for Rural Europe and European Rural Parliament

« Nous avons beaucoup apprécié la conférence et nous tenons à remercier Heino von Meyer et son équipe pour la déclaration qui en dit long. Nous soutenons les références faites au rôle des organisations de la société civile et avons été émus par les photos de l'accueil des réfugiés.

Nous appelons au suivi de Cork 2.0 par le biais d'une consultation élargie de la société civile sur les futures politiques de développement rural, qu'il s'agisse des politiques « restreintes » (Fonds du FEADER) ou « élargies » (Fonds structurels et « proofing rural »). Ce suivi doit inclure une attention particulière aux besoins des millions de petits agriculteurs, personnes victimes d'exclusion sociale et minorités ethniques. Les habitants des Balkans occidentaux et d'autres pays du voisinage de l'UE, concernés par les politiques européennes, devraient pouvoir y être associés.

Nous constatons toutefois avec beaucoup d'inquiétude que la fragmentation actuelle des processus semble menacer l'avenir du financement du développement rural et de son personnel. L'attention portée par les institutions européennes aux multiples crises que traverse l'UE ne doit pas les empêcher de répondre aux besoins des habitants des zones rurales. Avec l'ERCA, l'ELARD et notre vaste réseau de partenaires nationaux réunis au sein du Parlement rural européen, PREPARE continuera à faire entendre la voix des habitants des zones rurales et les inciter à passer à l'action alors que nous nous acheminons vers les politiques pour l'après-2020.

Nous nous employons à faire le lien et à reconstruire la confiance entre l'UE et ses citoyens et nous appelons les institutions européennes à faire de même. »

Photo © Michael Dower



Gerard Peltre

Association Internationale Ruralité Environnement Développement (RED) et Mouvement Européen de la Ruralité (MER)

La conférence Cork 2.0 était opportune. La Déclaration finale exprime avec justesse l'attente des communautés rurales d'un signal politique de reconnaissance et de valorisation de leur capacité à relever les défis sociaux, économiques, culturels et environnementaux du présent et de l'avenir.

Nous soutenons les analyses et les grandes orientations stratégiques de Cork 2.0. Nous avons aussi apprécié le vif intérêt exprimé par le Commissaire Hogan pour la Déclaration et son engagement à la porter devant le collège des commissaires.

Nous proposons maintenant que les objectifs de Cork 2.0 puissent s'inscrire dans un Agenda rural européen le pendant de l'Agenda urbain. Cet objectif a été clairement exprimé lors de l'atelier « Vitalité et viabilité des Zones Rurales » et est par ailleurs soutenu, sous l'impulsion de RED, par le MER, l'intergroupe RUMRA du Parlement européen, de nombreuses organisations ou instances européennes mais aussi par des ministres.

La Déclaration est pleine d'espoir, nous attendons maintenant un message politique plus fort et mobilisateur de la Commission en faveur du développement des régions rurales, de leur apport aux enjeux de la stratégie 2020 et l'approche ascendante. Enfin, plutôt que « zones rurales », il faut privilégier la notion de « territoires ruraux », plus expressive des enjeux de développement.

Photo © Union européenne



Sofia Bjornsson

Présidente du groupe de travail du COPA et de la COGECA sur le développement rural

« Nous nous réjouissons que les décideurs politiques reconnaissent le réel potentiel des acteurs européens de l'agriculture et de la sylviculture à stimuler les économies des zones rurales et à contribuer à relever les défis majeurs auxquels la société est confrontée, comme le changement climatique, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources.

Pour réaliser ces objectifs, la déclaration insiste sur la nécessité d'établir des relations équitables et transparentes tout au long de la chaîne alimentaire afin que les agriculteurs obtiennent un meilleur prix sur les marchés. C'est là une excellente nouvelle. La déclaration met également en avant la nécessité de se concentrer sur le développement des entreprises, l'adoption des innovations, l'offre de services de conseil et la promotion de l'échange de connaissances. Nous avons épinglé ces aspects comme étant essentiels pour une production durable.

La déclaration souligne également la nécessité d'investir dans les infrastructures et les entreprises des zones rurales. Ces investissements sont en effet indispensables pour aider les agriculteurs et leurs coopératives à améliorer leurs performances économiques et environnementales, soutenir la modernisation des exploitations, garantir le renouvellement des générations et aider le secteur de l'agriculture à mettre en œuvre des technologies intelligentes qui contribuent à une utilisation efficace des ressources et à l'amélioration du bien-être animal. Nous devons aussi réduire la fracture numérique et exploiter les possibilités offertes aux zones rurales par la numérisation afin que les agriculteurs puissent profiter des technologies les plus récentes. »

Photo © Union européenne



Emma Berglund

Secrétaire générale, Confédération européenne des propriétaires forestiers (CEFF)

« Nous saluons la déclaration de Cork 2.0 qui représente un engagement majeur en faveur de la viabilité et du développement durable des zones rurales, au sein desquelles les 16 millions de propriétaires forestiers privés de l'UE jouent un rôle clé.

Un élément important de la déclaration est qu'elle met en avant le potentiel des zones rurales à relever les défis sociétaux – les forêts étant ici un moteur de croissance rurale – grâce à des investissements dans les infrastructures, les entreprises, l'innovation et les connaissances au niveau rural. Nous devons développer et renforcer les chaînes de valeur forestières et nous nous réjouissons de la volonté de promouvoir l'économie circulaire, verte et sans fossile, qui offre de réelles opportunités pour le développement rural.

Cette seconde déclaration de Cork reconnaît pour la première fois le rôle majeur des forêts dans la lutte contre le changement climatique, en particulier via la séquestration du carbone et la fourniture d'énergies renouvelables durables et de biomatériaux. C'est là un aspect crucial dont nous ne pouvons que nous réjouir et qui permettra d'aller de l'avant.

Dans ce contexte, nous attendons de la part de l'UE qu'elle s'engage plus clairement à œuvrer à la transition vers la bioéconomie et à mieux reconnaître l'importance des propriétaires forestiers dans le maintien de la séquestration du carbone par le biais d'une gestion durable des forêts. Pour relever le défi du changement climatique, il ne suffit pas de planter des arbres, il faut aussi des personnes. »

Photo © CEFF



© Union européenne

Lors d'une soirée informelle, les participants ont pu voir une exposition des projets du FEADER sur l'intégration des migrants et des réfugiés.



Thomas Quinn

Responsable du service des politiques, Birdlife Europe

« La conférence de Cork 2.0 a eu lieu non seulement au bon endroit mais aussi au bon moment, c'est-à-dire exactement 20 ans après la (première) « déclaration de Cork sur le développement rural », un événement historique.

À première vue, les raisons de se réjouir ne manquaient pas. Soulignons notamment la nouvelle priorité donnée à une consultation élargie, particulièrement louable – comme l'a d'ailleurs déclaré le commissaire Hogan dans son discours d'ouverture : « C'est votre conférence. Je tiens à entendre ce que vous avez à dire ». En outre, la déclaration comporte incontestablement quelques points des plus intéressants : l'accent mis sur le changement climatique et sur la protection de la biodiversité et des ressources naturelles, comme l'air et l'eau.

Toutefois, ces « bonnes intentions » en matière de développement rural ne seront jamais qu'un aspect d'une réforme plus générale et particulièrement nécessaire de la politique agricole commune (PAC). En raison des déséquilibres actuels, son premier pilier bénéficie d'environ trois fois plus de fonds – alors qu'il s'est révélé incapable de promouvoir l'écologisation malgré les plus récentes réformes. Il est ainsi urgent, par exemple, de remédier aux niveaux croissants d'intensification de l'agriculture qui mettent la biodiversité en péril.

Franz Fischler a profité de la séance de clôture pour appeler à mettre fin à l'actuel système à deux piliers. Si nous voulons que la nouvelle déclaration de Cork ait plus qu'un « effet cosmétique », la Commission serait bien avisée d'écouter les sages conseils de M. Fischler. »

Photo © Thomas Quinn



Thyge Nygaard

Société danoise pour la protection de la nature, Bureau européen de l'environnement (BEE)

« Cork 2.0 constitue un développement prometteur. Elle laisse entendre que l'on peut espérer demain une PAC plus efficace. En tout cas, la conférence de Cork 2.0 ne pourra être critiquée si ce n'est pas le cas lors de la refonte de la PAC, dans trois ou quatre ans, puisqu'elle a renouvelé la déclaration de Cork.

Lors de la conférence, l'ensemble des 300 acteurs participants ont reconnu qu'au cours de ces 20 dernières années, la PAC n'avait pas réalisé ses objectifs et qu'elle avait été dans une large mesure contre-productive. Il faut donc réorienter les priorités et abandonner l'accent mis sur les activités agricoles au profit d'une action plus générale en faveur des zones et des activités rurales.

Le discours de l'ancien commissaire Janez Potočnik – qui a déclaré qu'il fallait complètement revoir l'approche du système alimentaire pour relever les défis actuels – nous donne des raisons d'espérer. La déclaration de Cork 2.0 fait aussi référence aux objectifs de développement durable des Nations Unies. Elle ne se concentre pas seulement sur l'agriculture mais aussi sur les chaînes de valeur rurales, l'environnement rural, la gestion des ressources naturelles et la nécessité de prendre des mesures contre le changement climatique.

Une déclaration pleine de promesses à ce jour. Les mots utilisés sont les bons, mais il faut à présent passer à l'action. »

Photo © Danmarks Naturfredningsforening



Gillian Westbrook

Présidente du Conseil IFOAM-UE, International Foundation for Organic Agriculture (Fondation internationale pour l'agriculture biologique)

« J'ai été très heureuse de constater la présence d'un large éventail de participants à cette conférence de Cork sur l'avenir de la politique européenne de développement rural. Et je salue tout particulièrement le fait qu'elle ait reconnu la nécessité d'attacher plus d'importance aux agriculteurs, qui sont vraiment en mesure d'apporter une multitude de bénéfices économiques et sociaux dans le cadre de leurs activités.

Mais le diable se cache dans les détails. Ce qu'il nous faut à présent, c'est un réel engagement de la part des dirigeants de l'UE à œuvrer à une refonte radicale du cadre politique actuel, afin que les agriculteurs reçoivent une rémunération suffisante pour tous les biens publics qu'ils fournissent : de la gestion de la biodiversité et de l'eau au soutien à la création d'emplois au niveau local.

Actuellement, moins de 30 % des dépenses européennes en faveur de l'agriculture sont affectés à la lutte contre le changement climatique et la protection environnementale, tandis que les investissements dans les systèmes agricoles durables ne représentent que 1,5 % du soutien financier. Ce déficit de financement s'est fait au détriment des exploitations en bonne santé, des personnes et de notre environnement.

Les performances sociales et environnementales ont trop longtemps été négligées, les solutions politiques à court terme ne servant qu'un modèle agricole en échec. La prochaine réforme de la CAP doit promouvoir une réelle transition vers l'agriculture durable afin de soutenir les moyens d'existence dans les zones rurales et la production d'aliments de qualité en Europe. »

Photo © Gillian Westbrook



Hans-Olof Stålgren

Coordinateur, cellule d'animation du réseau rural suédois

« Il y a beaucoup d'impressions qui méritent réflexion. Le processus a été des plus participatifs et le contenu de la déclaration a réellement été élaboré par les participants.

Toutefois, le manque de confiance entre les différents niveaux, qui a d'ailleurs été souligné, est alarmant. C'est là une menace et un grave obstacle pour les PDR et pour la PAC dans son ensemble. De fait, un programme qui appelle à innover mais qui, dans le même temps, exige préalablement des descriptions détaillées des étapes de développement et des dépenses, a quelque chose de contradictoire.

Un message fort et important mérite d'être souligné : le fait que les zones rurales apportent des ressources et des solutions à un grand nombre des défis auxquels doit faire face la société dans son ensemble. Il est par ailleurs essentiel de réduire la fracture numérique et de rapprocher les zones rurales et urbaines.

Mais la déclaration n'est en fait qu'un morceau de papier et de belles paroles. C'est maintenant que le vrai travail commence, car il faut faire en sorte que les mots deviennent réalité et se traduisent dans les politiques, les règlements et la mise en œuvre. Et tout cela ne relève pas de la responsabilité d'une seule personne ou d'une seule institution. C'est à nous tous – nous qui œuvrons en faveur de zones rurales viables et d'un tissu commercial rural prospère – que revient la tâche de défendre les points de la déclaration et de faire en sorte qu'ils se traduisent par des actions et des politiques. Passons de la déclaration à la mise en œuvre et mettons les paroles en actes. »

Photo © Union européenne



Xavier Delmon

Cellule d'Animation du Réseau rural wallon

« La première Déclaration de Cork est et reste pour moi un texte fondateur. Dès mes premières années professionnelles dans le cadre du développement rural en Wallonie (Leader II), elle fut pour moi une référence extrêmement importante. Elle formalisait pour la première fois les lignes directrices d'une politique essentielle pour le soutien au développement des territoires ruraux. Voilà pourquoi je suis heureux et honoré d'avoir participé à l'élaboration de la déclaration de Cork 2.0.

Cette nouvelle Déclaration 2.0, élaborée grâce à une méthode de travail rigoureuse qu'il convient de saluer, identifie clairement les défis à relever pour assurer le développement des territoires. Mes motifs de satisfaction sont notamment de voir figurer dans cette déclaration :

- L'encouragement à l'action climatique;
- La nécessité de surmonter la fracture numérique et développer le potentiel offert par la connectivité et la numérisation des zones rurales »;
- Le renforcement des connaissances et de l'innovation;
- La demande d'une plus grande « équité dans la chaîne alimentaire » et le « renforcement des chaînes de valeur rurales ».

Cette Déclaration demande une politique rurale et agricole de l'UE innovante, intégrée et inclusive qui nécessite d'améliorer sa transversalité, sa mise en œuvre et sa simplification.

Elle doit maintenant se traduire par un engagement politique sans faille afin de donner une impulsion nouvelle en faveur des territoires ruraux dans la programmation de l'U.E. post 2020. Nous y serons tous attentifs! »

Photo © Union européenne



Ave Bremse

Cellule d'animation du réseau rural estonien

« Nous avons eu des discussions très animées et fructueuses dans l'atelier « Viabilité et vitalité des zones rurales » sur la façon d'améliorer la vie dans les zones rurales. « Confiance », un mot clé, a été mis en avant à plusieurs reprises.

Nous pouvons constater que de nombreux habitants des zones rurales ne se sentent ni heureux ni en sécurité et beaucoup conseillent même à leurs enfants d'aller s'installer en ville. Un défi majeur est donc d'encourager ces jeunes à retourner dans les campagnes une fois leurs études terminées. Mais pour cela, nous devons examiner comment la gouvernance, à différents niveaux, peut donner confiance en un meilleur avenir dans les zones rurales – c'est un autre aspect de la confiance.

Des citoyens qui participent à l'élaboration de solutions aux problèmes locaux auront plus confiance dans le processus. La méthode LEADER a injecté une solide dose d'enthousiasme dans les zones rurales et nous devons donc éviter toute réglementation excessive à ce niveau. Il faut plutôt s'assurer que les Groupes d'action locale s'ouvrent à de nouveaux membres, de nouveaux citoyens et de nouvelles idées plutôt que craindre d'éventuelles petites erreurs.

Les gouvernements doivent continuer à faire confiance aux citoyens locaux et à leurs décisions. Au cours des débats à Cork, l'on a pu percevoir l'enthousiasme avec lequel nous avons tous parlé de la façon d'améliorer la vie dans les zones rurales. C'était vraiment encourageant. »

Photo © Union européenne

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

« Common Grounds » : à la recherche de terrains d'entente en Europe

Henk Keizer et Manon Martin

Au lendemain du Forum rural d'Amsterdam, en mai 2016, un groupe d'artistes intéressés par les affaires rurales ont décidé de coopérer au sein d'un réseau artistique rural élargi. Son nom: « Common Grounds ».



Henk Keizer et Manon Martin possèdent une grande expérience du secteur culturel européen. Ils coordonnent Common Grounds, un nouveau réseau d'artistes particulièrement intéressés par les zones rurales d'Europe.

ruralroutesproject@gmail.com

DE RURAL ROUTES ...

Le Forum rural d'Amsterdam, organisé en mai 2016 par le Réseau rural néerlandais (voir p. 4) nous a offert, à nous artistes des quatre coins de l'Europe, un espace idéal pour nous rencontrer et parler de notre travail. L'événement s'est surtout intéressé à la façon dont les arts et la culture peuvent vraiment offrir de nouvelles opportunités aux zones rurales.

Certains d'entre nous avaient déjà coopéré au sein du réseau « Rural Routes ». L'énergie et l'enthousiasme générés à Amsterdam ont suscité l'intérêt de très nombreux artistes, qui ont manifesté leur souhait de nous rejoindre. Nous avons donc décidé d'élargir cette coopération dans le cadre d'un nouveau projet européen d'artistes qui se sentent proches des questions rurales.

Nous sommes un groupe de metteurs en scène, d'artistes visuels et d'organisations culturelles de toute l'Europe. Nous organisons des festivals, des tournées internationales, des expositions, des événements en plein air et des projets participatifs. Nous souhaitons échanger des expériences sur le rôle de l'art et les réalisations artistiques dans le développement rural européen car nous nous soucions du monde dans lequel nous vivons.

...À COMMON GROUNDS

Après Amsterdam, nous avons décidé de poursuivre nos activités sous un autre nom : Common Grounds. Nous nous sommes aperçus que nous avons beaucoup de points communs avec les scientifiques, les agriculteurs, les décideurs politiques et les agents du développement rural. Nous avons donc beaucoup de raisons de coopérer. Notre travail artistique aborde des thèmes qui intéressent les zones rurales; c'est pour nous la façon de faire le lien avec d'autres communautés rurales et urbaines.

Nous souhaitons développer notre travail en coopération avec des RRN et d'autres acteurs ruraux. Nous ferons découvrir aux villes le milieu rural et inviterons le public urbain dans les zones rurales. Et pour faire le lien entre ces deux univers différents, Common Grounds utilise les arts.

Dans les années à venir, nous enverrons des artistes un peu partout en Europe. Ils passeront du temps dans les villages, rencontreront leurs habitants, découvriront les témoignages et les récits des villageois et échangeront avec eux par le biais de la création artistique. Nous organiserons un Forum rural européen à Aarhus, au Danemark (2017) et à Leeuwarden, aux Pays-Bas (2018). Et nous solliciterons un soutien (financier) de l'UE pour nous aider à rapprocher artistes et habitants des campagnes et des villes de toute l'Europe.

Par le biais de ces rencontres, de ces relations humaines et de ces échanges interculturels, mais aussi en nous confrontant aux réalités du quotidien, nous espérons créer un sentiment d'appartenance commun basé sur une même histoire européenne. Nous recherchons ce qui nous relie tous en Europe, nos « terrains d'entente », nos « points communs ».

N'hésitez pas nous contacter si vous souhaitez soutenir ou rejoindre notre réseau!



Le projet « Grasslands » au Danemark a transformé le site d'une boutique abandonnée d'un village en une scène où des événements culturels ont lieu pendant l'été.

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Salon de la coopération transnationale en Estonie

Ave Bremse

Le Réseau rural national estonien a organisé un Salon LEADER de la coopération transnationale (CTN). L'événement, qui s'est déroulé du 24 au 26 août 2016, a réuni 125 participants étrangers et 85 participants estoniens, qui ont examiné des idées et identifié des partenaires potentiels pour de nouveaux projets de CTN.



Ave Bremse est une éminente spécialiste et la coordinatrice des affaires internationales à la cellule d'animation du réseau rural estonien.

ave@maainfo.ee

SALON LEADER À JÄNEDA

Nous avons organisé un Salon de la coopération transnationale LEADER à Jäneda, un petit village du nord-est de l'Estonie où se trouve notre cellule d'animation du réseau estonien. Cet événement, nous l'avons voulu extrêmement participatif. L'idée était de permettre à des représentants des GAL, des FLAG, des autorités de gestion et des institutions européennes de dialoguer et de communiquer, bien plus qu'ils ne le font habituellement, autour du thème des possibilités de coopération transnationale.

Nous avons commencé par présenter des informations pratiques sur les règles de la coopération transnationale au titre de LEADER. Les règles et les échéances diffèrent en effet d'un pays à l'autre et il faut en tenir compte au moment de planifier des projets de coopération. Ainsi, en Estonie, nous avons une procédure de candidature continue, mais en Lettonie et en Lituanie, il y a des délais distincts.

LE « SPEED DATING » – UNE MÉTHODE RÉELLEMENT EFFICACE

Dans l'après-midi, nous avons utilisé la méthode du speed dating pour créer des liens entre un maximum de participants en un minimum de temps. Cette idée nous avait déjà traversé l'esprit et, lors de la réunion des RRN du mois de mars, à Bled, nous avons pu constater toute son efficacité.

Petite explication pour ceux qui ne connaissent pas cette méthode de travail : les participants s'assoient face à face, deux par deux, et se lancent dans de petites conversations dirigées. Toutes les 7 à 10 minutes, un des deux participants s'installe en face de la personne suivante de la rangée. Cette méthode exige un minimum de préparation de la part des organisateurs qui doivent veiller à donner à chaque participant un bon point de départ pour ces petits échanges. Il faut en effet éviter d'installer face à face deux membres du même GAL!

Nous avons remis aux participants une série de questions clés pour lancer la discussion. Nous leur avons également demandé d'apporter avec eux l'une ou l'autre brochure d'information ou proposition de projet à partager avec leurs homologues. Cette méthode est bien plus efficace pour échanger des informations que la mise à disposition de documents pour les participants. N'avons-nous pas tous déjà pris sur une table des prospectus que nous n'avons jamais lus?

Une fois mise au point, cette méthode est très simple à mettre en œuvre. Presque tous les participants ont estimé que ce speed dating avait été l'activité la plus efficace de ce salon. Certains « vieux amis » ont même déclaré que le speed dating leur avait permis d'aborder ensemble, sous un nouvel angle, les possibilités de développement de nouveaux projets de coopération.

ATELIERS

Avant de visiter les territoires locaux des six GAL estoniens, nous avons organisé des ateliers pour permettre aux participants d'examiner les possibilités de coopération autour de 12 thèmes, parmi lesquels le tourisme rural, les réfugiés, les produits alimentaires locaux, ainsi que l'artisanat et les arts. La coopération offre en effet de très nombreuses possibilités de soutien au développement rural.

Deux ateliers spécifiques ont aussi permis aux participants de se pencher sur les perspectives futures dans ce domaine. L'ELARD, l'Association européenne LEADER pour le développement rural, a ainsi organisé un atelier autour de la coopération LEADER/CLLD après 2020, tandis que le Réseau rural finlandais a présenté quelques « Grandes lignes des discussions finlandaises sur LEADER 2030+ ». Il est en effet important d'anticiper.

Les discussions en atelier ont souligné l'importance de prendre en compte les besoins locaux tout en mettant en avant le fait que tous les bénéfices des projets CTN n'apparaissent pas toujours à court terme. Les ponts qui ont été créés, les visions mises au jour, les connaissances et les compétences qui ont été développées débouchent souvent sur des changements positifs qui ne sont perceptibles qu'une fois les « projets » terminés.

i POUR EN SAVOIR PLUS

Salon LEADER: www.maainfo.ee/leaderfair



Matti Jaskari

GAL de YHYRES, Finlande

« Le soleil du mois d'août et des Estoniens bien sympathiques avaient réservé un chaleureux accueil aux 210 participants du Salon de la CTN LEADER, à Jäneda. J'attendais énormément de cet événement car j'y voyais une occasion de rencontrer des membres actifs de GAL de toute l'Europe, de découvrir de nouvelles bonnes pratiques et peut-être de trouver un moyen de lancer des projets transnationaux. Tout s'est très bien déroulé, la machine était parfaitement huilée! Merci à vous, amis estoniens pour votre accueil et votre enthousiasme! J'ai particulièrement apprécié la séance de speed dating pour la recherche de partenaires. Certes, huit minutes, c'est bien peu pour discuter d'idées de coopération, mais c'est sans conteste un bon point de départ! »



Edgars Linde

Cellule d'animation du réseau rural letton

« Des événements comme celui-ci sont essentiels. Ce salon ne s'est pas contenté de présenter aux participants des informations structurées sur les règles de soutien aux projets de coopération transnationale dans les différents États membres. Un volet réellement important a aussi été dédié aux activités de recherche de partenaires ciblés. Tous les participants ont ainsi eu l'occasion de rechercher des partenaires dans divers domaines d'intérêt. Les représentants des groupes d'action locale se sont réjouis de l'occasion qui leur a été donnée de rencontrer des partenaires potentiels et de discuter avec eux de possibles projets de coopération. »



Birgitta Söderberg

Vice-présidente du GAL d'Upplandsbygd, Suède

« La coopération avec l'Écosse a été des plus intéressantes. Cela peut vraiment être utile de se pencher avec des représentants d'autres groupes européens sur la façon de relever différents défis ruraux. Les séances de recherche de partenaires et les ateliers de ce salon LEADER ont utilisé diverses approches et méthodes pour nous aider à établir de nouveaux contacts avec un grand nombre de régions d'Europe. Peut-être organiserons-nous un jour ce type d'événement de coopération en Suède. »



Esta Tamm

FLAG de Liivi Lahe Kalanduskogu, Estonie

« Notre zone de pêche a coopéré activement avec divers groupes un peu partout en Europe. Mais la nouvelle période de programmation renforcera certainement encore la coopération. Les GAL et les FLAG souhaitent tous deux développer leurs territoires. Ce salon LEADER a été un événement intéressant qui a favorisé les apprentissages mutuels et nous a permis de rencontrer des partenaires potentiels. Un constat s'impose : certaines idées "anciennes" sont parfois nouvelles pour d'autres. C'est là le point fort de la collaboration. »



Graham Galloway

GAL d'Angus, Écosse

« Je n'avais jusqu'ici qu'une expérience très limitée des projets de CTN LEADER et ce salon m'a donc apporté énormément. Malgré le grand nombre de participants, des séances comme celle du speed dating thématique, qui permet de discuter pendant dix minutes à bâtons rompus avec une personne à la recherche d'un partenariat similaire, se sont révélées très efficaces pour trouver des partenaires ayant des intérêts communs. »



Des séances de speed-dating sur une possible coopération transnationale ont été extrêmement populaires.

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Parlement rural suédois

Staffan Nilsson

En 2016, c'est la plus grande île de Suède, Gotland, qui a accueilli le Parlement rural suédois. L'événement, organisé cette année du 27 au 29 mai, est l'une des plus grandes réunions d'Europe dédiées au développement rural. Des ateliers, des tables rondes, des expositions et des visites de terrain ont été organisées dans le cadre de cet événement qui avait pour thème « Vers un pays en équilibre ».



Staffan Nilsson est l'un des deux présidents de « All Sweden Shall Live », une organisation nationale d'environ 5 000 groupes de développement local en Suède. Elle organise une année sur deux un Parlement rural suédois.

Le Parlement rural suédois est un formidable événement. C'est un véritable lieu de rencontre pour tous les membres de groupes et d'organisations au niveau local, les représentants d'agences gouvernementales et de ministères, et de nombreux responsables politiques – des groupes intéressés par le développement local et rural et en charge de celui-ci.

L'ÉVÈNEMENT 2016

Le Parlement rural est une plateforme idéale pour mettre en avant des questions et des problématiques en rapport avec le développement rural et, cette année, nous avons pu bénéficier de l'intérêt des médias et de la sphère politique, ce qui est primordial. Mais il faut surtout retenir de cette édition le débat entre tous les acteurs des régions rurales.

Cette année, le Parlement rural suédois a surtout voulu sensibiliser les acteurs à l'interdépendance entre les villes

et les campagnes. L'énergie et les produits alimentaires, les expériences proches de la nature et les matières premières ne viennent pas des villes, mais celles-ci ne peuvent pas s'en passer. C'est malheureusement quelque chose qu'on oublie à cette époque où les villes sont la norme.

Remettre en question cette façon de voir les choses relève selon nous de notre mission. Le Parlement rural qui s'est réuni cette année a été une excellente occasion d'affûter nos arguments et de préciser notre vision quant à la façon dont cette norme soutient et façonne « la politique politicienne » et l'opinion générale.

Une des plus grandes réalisations du Parlement rural a été de mettre le doigt sur la force qui réside en ceux et celles qui souhaitent des campagnes dynamiques et qui participent à des activités bénévoles locales. Et vu l'afflux de très nombreux réfugiés en Suède, cette année et l'année dernière, je me réjouis tout particulièrement de voir comment des équipes locales s'emploient un peu partout à faire en sorte que les nouveaux demandeurs d'asile soient accueillis chaleureusement.

© Swedish Rural Parliament



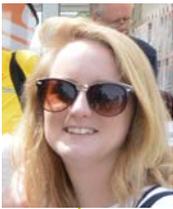
Le Parlement rural suédois de 2016 a réuni environ 600 participants de partout du pays et au-delà.

COMMENT ORGANISER UNE « BONNE » CONFÉRENCE

La veille de l'inauguration officielle du Parlement rural, j'ai participé à un événement organisé par nos groupes pour la jeunesse et l'égalité des sexes autour du thème « Comment organiser une bonne conférence; ». Dans nos réunions, nul ne doit dominer l'autre ou empiéter sur son temps de parole. Nous devons aussi prendre conscience

de la façon dont nous dominons les autres ou faisons pression sur eux, parfois inconsciemment.

Nos jeunes participants ont présenté une production amusante et interpellante sous la forme d'un jeu de rôle où je jouais un vieil activiste patronné par les plus jeunes. Le « spectacle » a été très apprécié et a abouti à la définition de quelques règles très importantes pour le déroulement des réunions.



Malin Ohlsson

Membre de #ungapålandsbygden (#jeunessedansleszonesrurales)

Nous avons organisé l'événement « Comment organiser une bonne conférence? » car nous jugions important d'utiliser avec tout le monde la même approche. Nous tenions à mettre en avant les tactiques d'intimidation mais aussi les tactiques de renforcement du pouvoir d'autrui. Une cinquantaine de personnes ont participé, principalement des jeunes, même si toutes les catégories d'âge étaient représentées.

Un manifeste des bonnes manières

Nous avons réparti les participants en groupes pour leur permettre de discuter et d'échanger leurs idées, qui ont servi de base à l'élaboration d'un « Manifeste des bonnes manières ». Celui-ci a été conçu pour inciter les gens à s'écouter et à faire preuve de compréhension afin que tout le monde profite au mieux du Parlement rural.

Nous avons placardé le Manifeste sur les portes des toilettes du centre de conférence et l'avons diffusé via les réseaux sociaux – autant de moyens simples qui vous permettent de toucher pas mal de monde.

Une bonne idée, certes, bien qu'elle ait été un peu trop laissée à l'improvisation. Nous avons appris que nous aurions dû planifier tout cela plus tôt. Mais nous avons l'impression que les participants ont quitté la réunion avec un dynamisme décuplé et de nouvelles perspectives. Il s'agit là d'un concept excitant que je ne puis que vous recommander et sans doute le point de départ pour être plus inclusif et porter sur soi-même un nouveau regard.



Anki Pålsson

Participante de Boden

Lorsqu'on participe au Parlement rural suédois, on se trouve réellement « élevé » par le partage d'expériences. Cela vous donne une nouvelle énergie et vous rappelle que partout en Suède, nous menons les mêmes combats et vivons les mêmes joies.

J'ai aussi beaucoup apprécié les visites de terrain. Je suis heureuse d'avoir appris à quel point le célèbre réalisateur suédois Ingmar Bergman appréciait les habitants de Fårö, où il a tourné quelques-uns de ses films, et qu'il a essayé de créer pour eux des emplois. La visite de l'élevage de moutons Fårö lamm a également été très agréable. Elle a permis de découvrir toute la chaîne, de l'élevage à la vente de viande et de laine.



Pierre Ländell

Participant de Kisa

Le Parlement rural suédois a été merveilleusement bien organisé et je tiens à féliciter ses organisateurs. C'était mon premier Parlement rural mais nul doute que cela ne sera pas le dernier!

J'ai participé à deux séminaires des plus inspirants. L'un était dédié à la production alimentaire à petite échelle. J'y ai découvert une entreprise de production de cidre très intéressante et cela m'a vraiment donné l'idée de démarrer un projet similaire dans ma région.

Lors de la visite de terrain dans la forêt du Gotland, nous avons vu une fosse de bitume, un ruisseau avec des truites et une menuiserie locale. J'ai été particulièrement impressionné par les habitants de la région et leur capacité à exploiter les points forts de leur environnement.

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

The Ludgate Hub – quand la numérisation devient réalité

Gráinne Dwyer

Le Ludgate Hub est un pôle d'innovation pour l'Irlande rurale qui illustre magnifiquement comment la numérisation peut réellement transformer un territoire. Cette initiative a été lancée en août 2015 et le hub a ouvert ses portes en avril 2016. Et il a déjà transformé le visage de cette petite ville d'Irlande.



Gráinne Dwyer est PDG du Ludgate Hub, une nouvelle initiative mise en œuvre dans une zone rurale d'Irlande qui vise à offrir aux habitants de la petite ville de Skibbereen, dans le West Cork, un accès internet à très haut débit, des bureaux partagés, des espaces de coworking et d'autres services.
info@ludgate.ie

Nous avons démarré ce projet il y a tout juste 18 mois, dans l'optique de créer un avenir durable pour la petite ville de Skibbereen. Nous savions que nous pourrions mener ce projet à bon port, mais il nous a fallu convaincre pas mal de sceptiques qui nous disaient que « personne ne viendrait jamais à Skibbereen ».

Mais nous avons prouvé que ce n'était pas mission impossible. Pour preuve, j'ai reçu récemment un e-mail d'un habitant de Los Angeles me disant : « Gráinne, je vous ai lu sur Twitter et je pars m'installer au début du mois dans la région avec ma famille. Réservez-moi un espace de travail. » De tels témoignages en disent long. Plus de 18 % des personnes qui ont demandé à rejoindre ce hub sont issues de la diaspora irlandaise.

Cela montre vraiment que des gens sont prêts à venir ou revenir dans cette région s'ils ont de bonnes raisons de le faire, s'ils peuvent y trouver des espaces et un environnement de travail de qualité. Et je pense que nous y sommes arrivés avec notre Ludgate Hub.

FAIRE PARTICIPER LA COMMUNAUTÉ

Dès le départ, nous savions que nous devions créer une marque pour faire la promotion de tout ce que Skibbereen a à offrir. On entend souvent dire à propos des zones rurales « tout est fermé, tout est à l'abandon ». Nous devons clairement communiquer un message positif, car personne n'allait investir dans une ville qui a mauvaise presse.

Il était impératif d'associer les membres de la communauté dès le premier jour du projet et nous nous y sommes activement employés. Je me souviens d'une réunion communautaire que nous avons organisée, sans savoir combien de personnes allaient y participer. Nous nous attendions à une dizaine ou à une vingtaine de personnes. Mais alors que j'étais en route, j'ai reçu un texto d'une personne me disant « Gráinne, il y a 300 personnes devant la porte, elles veulent en savoir plus sur Ludgate ».

Dans la foule, il y avait des enfants de trois ou quatre ans mais aussi des gens qui avaient dépassé les 80 ans. Tout le monde était très enthousiaste. C'est le soutien communautaire et celui de tous les autres – famille, amis, détaillants, fournisseurs de services, personnes vivant à l'étranger – qui ont réellement porté l'initiative et en ont fait un succès.

Nous nous sommes assis autour de la table et avons examiné tous ensemble les atouts de la ville : par exemple des produits alimentaires fantastiques et reconnus, des festivals connus non seulement au niveau national mais aussi au niveau international, comme le festival artistique de Skibbereen. Ce sont là de formidables points forts nous permettant de faire la promotion de la ville et de redorer son image de marque.

Nous avons restructuré le site web skibbereen.ie. Pour espérer toucher des gens en dehors de Skibbereen, nous devons « vendre » notre vision au-delà de la ville. La création de ce label a facilité le succès international.



Ludgate Hub est le premier centre numérique rural en Irlande. Il fournit aux utilisateurs 1000 MB de bande passante super-rapide.



© The Ludgate Hub

Le Ludgate Hub propose des espaces de travail partagés et des salles de réunion ultramodernes pour les professionnels à Skibbereen, dans la campagne de West Cork.



© The Ludgate Hub

Onze dirigeants d'entreprise ont fourni une force motrice pour la création du hub Ludgate.

LA ROUTE DU SUCCÈS

La principale question qui nous a été posée est la suivante : comment y sommes-nous arrivés? Pour faire court, disons que c'est grâce au cran, à la détermination et à l'obstination de quelques passionnés prêts à tout pour que « cela fonctionne ».

Nous avons pu compter sur le soutien d'une équipe fantastique et du Conseil de Ludgate, constitué de onze chefs d'entreprise qui ont travaillé gracieusement et se sont réunis presque une fois par mois. Ces personnes ont été la clé du succès de cette initiative

Parlons chiffres : ce projet a bénéficié au total d'une enveloppe de plus d'un million d'euros. Nous disposons d'un capital de démarrage à hauteur de 300 000 euros, ce qui nous a permis d'installer une connexion internet à très haut débit (1 GB par seconde). Cette connexion a réellement incité des entreprises en-dehors de Dublin à sauter le pas et à se dire : « Eh bien oui, allons nous installer à Skibbereen, cette ville a de formidables infrastructures! »

Nous avons aussi reçu plus de 400 promesses de soutien d'entreprises venant du monde entier. Des personnes du West Cork nous ont dit « j'aimerais vraiment aider vos locataires, votre projet m'a séduit, je peux offrir des services en nature. » Ce fut là un formidable atout pour notre projet et nos occupants. »

UN SUCCÈS QUI N'EST PLUS À DÉMONSTRER

Depuis que nous avons ouvert nos portes en avril 2016, le Ludgate Hub a accueilli plus de 100 membres actifs. Nous avons d'ores et déjà dépassé nos objectifs. Mieux, pas moins de 50 % des utilisateurs quotidiens de nos services viennent de grandes entreprises, comme Facebook, Google, Vodafone et Pfizer. D'ici 2020, plus de 80 % d'entre elles offriront des possibilités de télétravail et Skibbereen sera ainsi parfaitement placée en termes de développement futur.

Si vous vous rendez dans le centre de Skibbereen, vous constaterez que la rue principale est tout sauf vide. Nous avons une école secondaire flambant neuve. Ce sont là des indicateurs de succès, alors que nous n'en sommes qu'à la première phase de notre projet. Alors, où en serons-nous dans deux ans?

Lorsque la Banque mondiale a laissé entendre qu'une légère augmentation de la largeur de bande pourrait se traduire par une augmentation de 10 % du PIB local, tout le monde était perplexe. Nous montrons aujourd'hui concrètement que tout change, en mieux, lorsqu'une région dispose d'une connexion à très haut débit. La connectivité est la clé du succès.

 POUR EN SAVOIR PLUS

www.ludgate.ie

www.skibbereen.ie

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

La Théorie U au service de LEADER

Marga de Jong et Mireille Groot Koerkamp

Les animateurs communautaires des Pays-Bas ont mis en œuvre une nouvelle approche de participation des parties prenantes aux groupes LEADER. L'idée est de remettre en question des méthodes de travail et des modes de réflexion bien ancrés.



Marga de Jong
est l'ex-coordinatrice
du Réseau rural
national néerlandais.
dejongzwolle@gmail.com



**Mireille Groot
Koerkamp**
coordonne le Groupe
d'action locale
LEADER du Salland
M.GrootKoerkamp@olst-wijhe.nl

Innover est indispensable pour améliorer nos zones rurales. Seulement, nous commettons souvent l'erreur de recourir à de vieilles recettes pour relever de nouveaux défis. Nos modes de réflexion sont souvent bien ancrés. Notre « écoute » est surtout axée sur le souhait de reconnaissance et de confirmation de jugements existants.

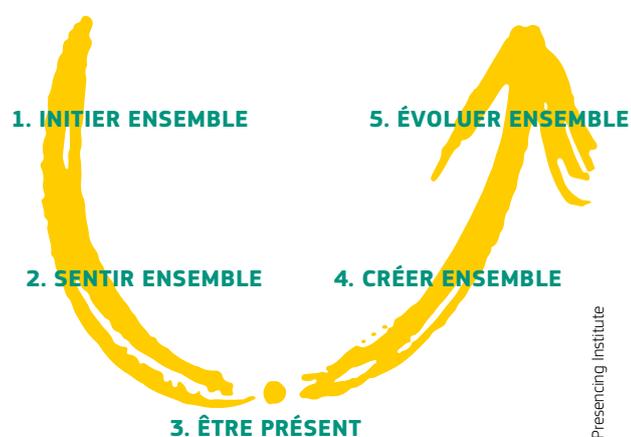
Alors que nous recherchions une différente approche pour notre travail, nous avons découvert une pensée d'Otto Scharmer qui affirme clairement : « si vous faites ce que vous avez toujours fait, vous obtenez ce que vous avez déjà obtenu ». Il souligne que nous devons apprendre non seulement du passé mais que nous devons aussi tenir compte et « apprendre » de l'avenir qui se dessine.

Nous avons trouvé de l'inspiration dans ses idées, formulées dans la « Théorie U », ainsi appelée en raison de la forme de la « courbe d'apprentissage » que nous devons suivre. Dans un premier temps, il faut creuser plus profondément pour dépasser nos modes de pensée traditionnels. Au point le plus bas de la courbe, vous parvenez à une nouvelle vision de la situation dans laquelle vous vous trouvez et mettez au jour toutes ses potentialités. Enfin, « en remontant le U », vous identifiez de nouveaux modes de pensée et de nouvelles solutions pour repenser la réalité.

LA THÉORIE U AU SERVICE DE LEADER

Nous avons examiné comment nous pourrions appliquer la Théorie U pour améliorer, concrètement, le fonctionnement et le travail des Groupes d'action locale (GAL) aux Pays-Bas, d'abord dans le Salland (en 2012) et ensuite en Zélande et en Frise.

La mise en pratique de cette théorie implique de revoir la façon dont nous sommes à l'écoute de la population locale pour comprendre la situation locale. L'observation, le dialogue, des entretiens, des réunions locales et des séances de « co-création » ont joué ici un rôle central. Nous avons essayé d'associer « l'apprentissage fondé sur une réflexion sur les expériences passées » et « l'apprentissage grâce à l'avenir qui se dessine ».



© The Presencing Institute

Pour cela, il ne s'agit pas d'organiser un événement ponctuel, comme deux journées de conférence. Il s'agit de repenser la façon dont nous travaillons ensemble. Ce type d'approche peut être particulièrement efficace au niveau local. Dans le Salland, par exemple, les habitants ont participé à des « Salland cafés », des réunions organisées régulièrement afin de présenter et d'examiner les thèmes en prise avec les préoccupations du territoire local. Les jeunes ont participé massivement à ces rencontres, leur insufflant connaissances, enthousiasme et énergie.

Cette approche a permis aux acteurs locaux de porter peu à peu un nouveau regard sur eux-mêmes et sur leur territoire. Ils sentent à quel point il est urgent de se pencher sur les problématiques locales, qui relèvent de leur responsabilité. On observe déjà une plus grande participation à l'élaboration de la stratégie de développement local (SDL) du GAL et une plus grande appropriation de celle-ci. Bien sûr, les choses ne vont pas changer du jour au lendemain mais cette évolution peut nous donner de l'espoir et des idées pour demain.

POUR EN SAVOIR PLUS

Théorie U : www.presencing.com/theoryu

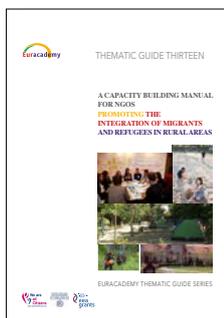
GAL du Salland : www.dekrachtvansalland.nl

Livres & publications

Promoting the Integration of Migrants and Refugees in Rural Areas

Manuel de renforcement des capacités pour les ONG

Euracademy Association



Cette publication passe en revue les politiques européennes d'intégration des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés avant d'examiner quelques-unes des conditions et stratégies d'intégration spécifiques aux zones rurales.

À travers une série d'études de cas issues de différents États membres de l'UE, le

manuel examine les défis en termes de cohésion sociale dans les communautés rurales, suite à l'intensification des flux migratoires, ainsi que des approches efficaces d'inclusion sociale.

Le manuel fournit des conseils pratiques pour les organisations non gouvernementales (ONG), l'objectif étant de les aider à développer et mettre en œuvre des stratégies efficaces d'intégration des migrants dans les zones rurales.

Cette publication est disponible en anglais et en grec.

ISBN 978-960-88634-9-1

Food and Gastronomy as Elements of Regional Innovation Strategies

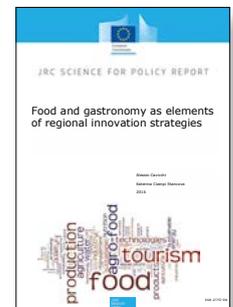
Centre commun de recherche

Cette publication examine l'innovation dans le secteur agroalimentaire dans le contexte des stratégies de spécialisation intelligente. Elle aborde en particulier : les liens entre l'alimentation, le territoire et l'image de marque; le nouveau phénomène des « Villes alimentaires »; et l'intérêt croissant pour les produits alimentaires plus sains et plus durables.

Elle passe en revue les politiques, les outils et les instruments financiers de l'UE qui soutiennent les activités de recherche et d'innovation (R&I) dans le secteur agroalimentaire et explore le concept de spécialisation intelligente et ses différents éléments.

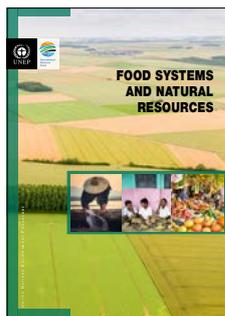
Enfin, elle fournit des exemples d'approches régionales et nationales de spécialisation intelligente dans le secteur de l'agroalimentaire (Croatie, Irlande et Latium, en Italie). Ces exemples couvrent : le « processus de découverte entrepreneuriale » mené par les parties prenantes; la sélection et les activités de projets; la collaboration entre acteurs; et les défis rencontrés.

ISBN 978-92-79-56682-0



Food Systems and Natural Resources

Groupe de travail sur les systèmes agroalimentaires, Panel international des ressources



Cette publication évalue les systèmes agroalimentaires contemporains en termes d'utilisation des ressources naturelles et d'impact environnemental. Elle identifie les possibilités de transition vers des « Systèmes agroalimentaires intelligents en ressources », où la durabilité et l'efficacité en ressources sont des facteurs essentiels d'amélioration de la sécurité alimentaire.

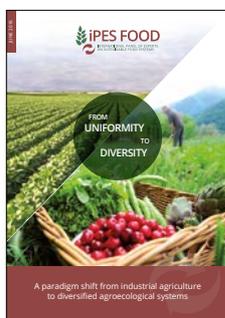
Sur la base d'une « approche systémique », la publication examine toutes les ressources nécessaires pour la production primaire d'aliments ainsi que pour d'autres activités en rapport avec les systèmes alimentaires, comme la transformation et la distribution. Elle examine non seulement l'ensemble des activités, mais aussi l'éventail d'acteurs qui y participent, ainsi que les résultats en termes de sécurité alimentaire, de moyens de subsistance et de santé humaine.

La publication principale est accompagnée d'un document résumé, d'une fiche et d'une infographie sur ce même thème.

ISBN 978-92-807-3560-4

From Uniformity to Diversity: a Paradigm Shift from Industrial Agriculture to Diversified Agroecological Systems

iPES FOOD



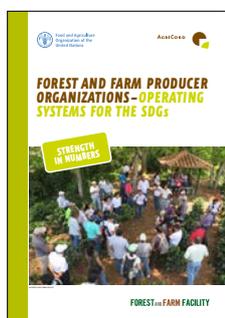
Cette publication formule l'hypothèse selon laquelle un changement radical vers des systèmes agroalimentaires durables peut apporter des avantages sur le plan de la productivité, de l'environnement et de la société.

Elle passe en revue les dernières conclusions sur les résultats de deux modèles de production différents : l'agriculture industrielle et l'agriculture agroécologique diversifiée. Elle établit des comparaisons en termes de productivité, de santé et de résultats environnementaux, socioéconomiques et nutritionnels. Elle cartographie ensuite les nouvelles possibilités offertes par la transition vers des systèmes agroécologiques et formule des recommandations spécifiques sur la façon de la réaliser.

Un argument clé est que cette transition peut être réalisée en réunissant des initiatives émergentes autour de systèmes alimentaires et agricoles alternatifs, de nouvelles formes de coopération politique et le développement de nouvelles relations de marché qui dépassent les circuits de détail traditionnels.

Forest and Farm Producer Organizations: Operating Systems for the SDGs

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Cette publication affirme que les producteurs agricoles et forestiers sont des acteurs clés de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies d'ici à 2030. L'agriculture et la foresterie sont en effet liées avec l'ensemble des 17 ODD.

Elle explique que les petits agriculteurs contrôlent une

part importante des ressources agricoles et forestières mondiales et qu'ils ont donc un rôle capital à jouer en matière de durabilité. Dans ce contexte, la publication examine une série d'exemples d'amélioration de la vie et du bien-être économique, de renforcement de la gestion de l'environnement, de développement de la cohésion sociale, d'exploitation des capacités humaines et de mise en place de partenariats inclusifs.

La publication conclut que les organisations de producteurs génèrent des avantages concrets en termes de réalisation des ODD et appelle à une série d'actions de la part des gouvernements, de la société civile et du secteur privé afin de permettre aux organisations de producteurs de fonctionner encore plus efficacement.

ISBN 978-92-5-109287-3

Rapport sur le développement rural 2016

Encourager une transformation inclusive du monde rural

Fonds international de développement agricole

Cette publication analyse les approches internationales, nationales et régionales de transformation rurale et examine leur impact sur la politique et les programmes de développement rural.

Elle analyse les tendances régionales en matière de transformation rurale ainsi que des domaines d'intervention thématique comme l'emploi et la migration; les marchés et les chaînes de valeur agroalimentaires; le financement rural; l'innovation technologique agricole; et les ressources foncières et naturelles.

En guise de conclusion, la publication appelle à des politiques et des investissements dans le monde entier en vue de l'intégration économique des habitants pauvres et marginalisés des zones rurales, l'objectif étant un développement durable, du point de vue social, économique et environnemental.

ISBN 978-92-9072-684-5



PUBLICATIONS DU REDR

Restez au courant des dernières nouvelles, des points de vue et des évolutions du développement rural européen en lisant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles dans la section «Publications» à l'adresse <https://enrd.ec.europa.eu> ou en s'abonnant à l'adresse subscribe@enrd.eu. Pour plus d'informations, contactez info@enrd.eu.

REVUE RURALE DE L'UE

La Revue rurale de l'UE est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et connaissances sur une thématique particulière ayant trait au développement rural en Europe. Les thèmes vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité alimentaire au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

N° 22 – Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons



KF-AJ-16-022-FR-C

N° 21 – Les réponses rurales aux défis en Europe



KF-AJ-15-021-FR-C

N°20 – Un coup de pouce aux programmes de développement rural

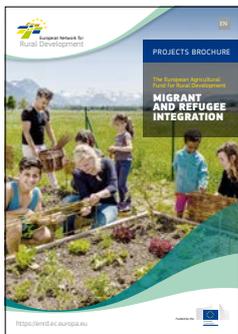


KF-AJ-15-020-FR-C

BROCHURE DES PROJETS FEADER

Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets financés par le FEADER. Chaque numéro met en évidence des exemples de projets fructueux sur une thématique particulière du développement rural. L'objectif des brochures est de mettre en lumière les réalisations du FEADER et d'inspirer des projets futurs. Elles sont publiées en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

Intégration des migrants et des réfugiés



KF-01-16-688-FR-C

Zones rurales intelligentes et compétitives



KF-04-16-339-FR-C

Priorités 2014-2020 pour le développement rural



KF-02-15-287-FR-C

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Le REDR en ligne

Site internet du REDR



Consultez le site internet du REDR à l'adresse <https://enrd.ec.europa.eu>, pour découvrir tout ce que vous devez savoir sur le REDR et le développement rural en Europe. Parcourez les dernières nouvelles et mises à jour sur la politique et les programmes de développement rural en Europe.

Découvrez les dernières publications, le travail thématique et les événements du REDR.

Le REDR sur les médias sociaux

Trouvez le média social qui vous convient :

Visitez la page Facebook du REDR

pour des exemples de pratiques de développement rural des quatre coins de l'UE – et pour les dernières nouvelles et tendances.



YouTube

Regardez des vidéos sur les projets de développement rural et les questions thématiques sur la chaîne **YouTube EURural**.

Suivez @ENRD_CP sur Twitter

pour suivre les dernières évolutions en matière de politique de développement rural de l'UE, les nouvelles et les événements.



Rejoignez le groupe LinkedIn du

REDR pour des débats, des échanges et des discussions sur la politique de développement rural et les problèmes de mise en œuvre.



Point de Contact du REDR
Rue de la Loi/Wetstraat, 38 (bte 4)
1040 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË
Tel. +32 2 801 38 00
info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for
Rural Development